

# ***l'Anti*capitaliste**

n°228 | 6 février 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Réacs et Medef  
font plier le  
gouvernement**

**ASSEZ**

**DE RECULS,**

**MOBILISATION!**



## **Dossier**

**«12 years a slave»:  
Retour sur la barbarie  
esclavagiste**

**Pages 6 et 7**



## **ÉDITO**

**Faire face à la réaction**

Page 2

## **PREMIER PLAN**

**«Théorie du genre»:  
la menace fantôme**

Page 3

## **ACTU INTERNATIONALE**

**Ukraine: pourrissement explosif**

Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien: la gauche  
anticapitaliste en Argentine**

Page 12



Par ANTOINE PELLETIER

## Faire face à la réaction

Avec environ 20 000 manifestantEs pour le « jour de colère » la semaine dernière, le « jour du retrait de l'école » lundi 27 janvier, et ce dimanche 100 000 manifestantEs contre la « loi famille » et le mariage homo, les réactionnaires de tout poil ont le vent en poupe. Ce qui est horifiant avec ces manifestations, c'est que l'on peut y croiser, dans le désordre, un maghrébin homophobe, une femme antisémite, un juif islamophobe, un antillais nationaliste et des nazillons qui beuglent des slogans contre tous ceux qui précèdent...

Après ces deux manifestations, le gouvernement s'est empressé de renoncer aux dernières promesses progressistes qui avaient une vague chance d'être mises en œuvre, en reportant la « loi famille », avec notamment la procréation médicalement assistée.

On savait déjà que le Medef commandait la politique économique du gouvernement. Maintenant, c'est l'extrême droite qui décide de sa politique de société. Qu'on ne s'y trompe pas, il n'y a pas de hasard : pour faire passer des attaques aussi radicales que la remise en cause de pans entiers de la Sécu, 35 milliards de cadeaux aux entreprises, ou encore la casse de l'inspection du travail, patronat et gouvernement ont tout intérêt à cultiver la division parmi les travailleurs et l'ensemble de la population, ce qui donne inévitablement confiance aux secteurs réactionnaires.

C'était le sens des attaques contre les Roms, de l'opération publicitaire de Valls « contre » Dieudonné, de l'autosatisfaction de Valls concernant l'augmentation des expulsions de sans-papiers...

Mais la résistance et la solidarité internationale existent : des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans toute l'Europe contre la loi espagnole anti-avortement, dont 40 000 en France. Face à la division selon la couleur de la peau, la culture, les pratiques sexuelles ou religieuses, face à la montée de l'extrême droite, il n'y a qu'une issue : que le clivage entre les classes sociales reprenne le dessus, que nous parvenions à développer une mobilisation commune de tous les opprimés et les exploités, un mouvement d'ensemble contre ce gouvernement et ce système en crise.

## BIEN DIT

En France, la politique gouvernementale est extrêmement dangereuse. [...] La politique économique et sociale pose les conditions de remontée des idées réactionnaires. [...] Face à la dégradation des conditions de vie et de travail, la droite sent qu'un espace s'ouvre à elle. Donc, la gauche ne doit pas séparer ces questions politiques, économiques et sociales des question sociétales.

MAYA SURDUTS, animatrice de la CADAC (coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), dans l'Humanité du lundi 3 février 2014

## À la Une

# Assez de reculs, mobilisation!

*Ce gouvernement s'engage toujours plus avant dans la gestion zélée d'un système capitaliste contraint à de nouvelles offensives contre le monde du travail pour sauvegarder profits et dividendes. Du coup, un « débat de fond » parcourt les médias en ce début d'année : après son « tournant » (et/ou son accélération), Hollande est-il encore social-démocrate ?*

Si on remonte le temps de tout juste un siècle, dès août 1914, la social-démocratie s'est mise au service du système capitaliste en accordant son soutien, à la quasi-unanimité, à la boucherie de la guerre de 14-18. La suite de l'histoire n'a pas démenti ce tournant ; en 1936, où la SFIO a largement contribué à empêcher une évolution plus radicale du mouvement gréviste en France, tout en abandonnant la révolution espagnole ; 1945, remise en route d'un État en grande difficulté... Tout en ayant entre-temps assuré une transition honteuse vers le régime pétainiste (36 parlementaires de la SFIO ont voté contre Pétain, mais 90 pour !).

Et que dire du rôle décisif joué par la même SFIO dans les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, le soutien à De Gaulle et la mise en place de la V<sup>e</sup> République ? Un système politique qui va permettre à un Parti socialiste relooké par Mitterrand de se refaire une vitrine de gauche. Mais, en 1981, le retour aux affaires (toutes les affaires !) fait rapidement tomber les masques, avec une scrupuleuse gestion d'un système revenu à son état de crise permanente. La finance échappe à tout contrôle, les salaires sont désindexés de l'inflation... Une vraie politique libérale !

### Schröder l'a fait, Hollande en rêve...

L'approfondissement, dans la durée, de la crise économique impose aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques d'austérité. Les institutions de

la V<sup>e</sup> République ne permettent guère en France la constitution de gouvernements d'union nationale regroupant gauche, centre et droite. Ceci conduit les partis de « gauche » à assumer complètement cette politique.

La recherche de solutions du côté de Peter Hartz, conseiller du « social-démocrate » et ex-chancelier Schröder dont Hollande vante la « courageuse » politique, n'en est que l'actualisation nécessaire. Cette politique a contraint les salariés

à 400 euros. Résultat : une baisse sans précédent des salaires, une explosion de la précarité et de la pauvreté. La vraie « contrepartie » pour que les patrons acceptent d'embaucher et que le nombre officiel de chômeurs baisse...

### Le dialogue social au cœur de cette politique

Cette accélération des attaques est au cœur d'une politique d'austérité qui vise à sauvegarder un système en crise depuis de longues années,

du Medef : « Les circonstances de la Seconde Guerre mondiale et de la Libération avaient permis d'élaborer, en 1946, un Pacte qui a permis les "Trente glorieuses" ; chacun sent aujourd'hui que ce Pacte négocié il y a 60 ans est à bout de souffle, qu'il ne fonctionne plus et qu'il "fossilise" le dialogue social. Il faut en bâtir un nouveau ». Ce mortifère dialogue social a déjà facilité la mise en place de la contre-réforme des retraites et l'adoption de la loi sur la compétitivité des entreprises. De son côté, le patronat affiche clairement son projet : aucun engagement sur l'emploi.

### Construire la riposte sociale et politique

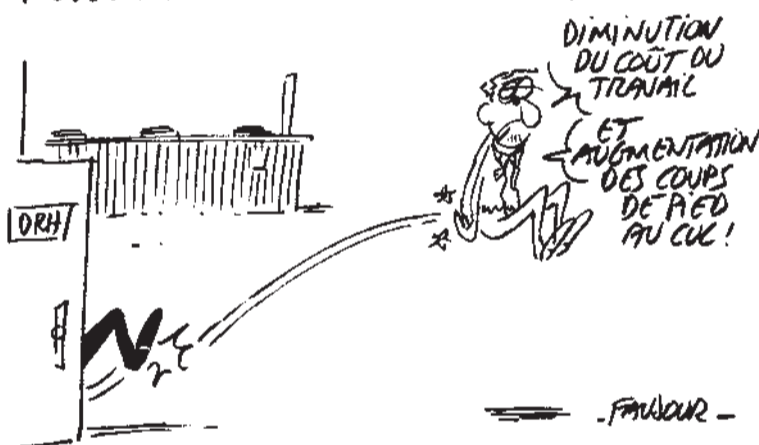
Nous exigeons le retrait immédiat du projet de pacte de responsabilité. Il n'est ni négociable ni amendable. Aucune organisation syndicale ne doit s'y associer que ce soit pour partager un diagnostic ou négocier de prétendues « contreparties ».

À l'appel de la CGT, accompagnée quelquefois d'autres syndicats, la journée de mobilisation du 6 février ne doit être qu'une première étape. Dès maintenant, il faut construire la mobilisation par des manifestations, des grèves, les regrouper, les centraliser, pour construire le rapport de forces nécessaire pour faire reculer le gouvernement.

Il y a urgence à organiser la révolte sociale et politique contre ce gouvernement. C'est le sens de la proposition d'Olivier Besancenot de préparer un week-end de révolte à gauche avant la fin février.

Robert Pelletier

MEDEF. HOLLANDE MÊMES OBJECTIFS :



allemands, à commencer par les femmes, à accepter petits boulots et temps partiels imposés sous peine de perdre tout droit aux allocations chômage ou aux aides sociales. En prime, les entreprises sont exonérées de toute cotisation sociale pour les emplois inférieurs

mais son ampleur est telle que le gouvernement doit tenter de s'assurer la paix sociale indispensable à sa réussite.

Ceci s'inscrit dans le cadre du rapport Gallois sur la compétitivité, marchant dans les pas de Denis Kessler qui était vice-président

## ÉGYPTE

# « Le régime a l'illusion qu'il contrôle le peuple »

**Entretien.** Hany Hanna est journaliste indépendant et traducteur-interprète au Caire. Il nous parle de la situation du pays après le référendum portant sur la Constitution<sup>1</sup>.



**Parmi les personnes ayant voté lors du référendum des 14 et 15 janvier, combien ont approuvé la Constitution ?**

98,1% des suffrages exprimés se sont portés sur le Oui. Seul le Front Thuwar (Voie de la révolution), qui regroupe des forces limitées, avait appelé à voter Non. D'autres courants révolutionnaires, comme le Mouvement du 6 avril, avaient appelé à l'abstention.

**L'abstention est-elle très différente de celle des précédents référendums constitutionnels ?**

L'abstention a été de 61,4%. Cela n'est en fait pas très différent des deux scrutins constitutionnels précédents. L'abstention n'a en effet baissé que de 6,6% par rapport à 2012, ce qui est très peu étant donné l'intensité de la campagne incitant à aller voter. Le pourcentage d'abstentions a par contre

# Un monde à changer

**CORRUPTION.** La Commission européenne vient de publier un rapport sur la corruption dans les États membres. Le rapport définit la corruption comme tout abus de pouvoir en vue d'obtenir un gain privé. Elle coûterait chaque année près de 120 milliards d'euros à l'économie de l'Union européenne, soit presque autant que son budget annuel.

En France, c'est dans les marchés publics et dans les transactions commerciales internationales que les risques seraient les plus élevés. Cela n'étonnera pas qui se souvient des pots-de-vin dont des élus ont bénéficié pour assujettir leurs communes à l'un ou l'autre des opérateurs privés du secteur de l'eau. De même sont encore dans les mémoires des affaires d'exportations d'armement, dont celle des vedettes vendues à Taïwan et des sous-marins du Pakistan, sans parler des contrats d'exploitation pétrolières ou minières. La corruption en France renvoie donc plutôt à des pratiques concernant des « décideurs », qu'ils soient dirigeants

d'entreprise, élus, ministres ou hauts fonctionnaires (ce n'est pas le cas dans d'autres pays de l'Union européenne où elle est plus diffuse). Certaines de ces affaires sont de notoriété publique et ont donné lieu à des enquêtes, voire des condamnations. Mais dans bien des cas, les choses sont plus diffuses : renvoi d'ascenseur, échange de « services », etc.

Ainsi à qui fera-t-on croire qu'un membre de cabinet ministériel venu de groupes privés et destiné à y retourner en fait abstraction ? Tout récemment, la sénatrice de la gauche du PS Marie-Noëlle Lienemann a soulevé un vrai problème en mettant en cause le secrétaire général adjoint de l'Élysée chargé des affaires économiques et ancien de la banque Rothschild, Emmanuel Macron. Mais il faut aller au-delà car ce n'est pas une question de personnes : rêver d'un capitalisme honnête est une utopie dans ce système où le profit-roi conditionne les choix politiques, économiques et sociaux.

## « THÉORIE DU GENRE » La menace fantôme

Lundi 27 janvier, des parents d'élèves ont retiré leurs enfants des classes après une alerte lancée par Farida Belghoul, une ancienne de Convergence 84 passée à l'extrême droite soralienne, autour de l'intégration de la « théorie du genre » dans les enseignements scolaires...

Les mobilisations contre la « théorie du genre » (« gender » en anglais) ne datent pas d'hier. Elles se développent d'abord en réaction à la circulaire de 2010 stipulant que les manuels de SVT devaient inclure un chapitre intitulé « Devenir homme ou femme » qui rappelle la dimension sociale et stéréotypée des rôles sexuels. En 2011, les réacs s'organisent autour d'une pétition de l'UMP interprétant cette circulaire comme le véhicule d'une « théorie philosophique et sociologique qui n'est pas scientifique, qui affirme que l'identité sexuelle est une construction culturelle », la « théorie du genre sexuel », ainsi qu'une campagne d'affichage transphobe.

### Le « genre », cet ennemi des enfants...

Deux ans plus tard, la « théorie du genre » revient comme carburant pour l'An II de la Manif pour tous, contre les ABCD de l'égalité, des séquences pédagogiques prévues au primaire visant à « transmettre dès le plus jeune âge une culture de

l'égalité et du respect entre les filles et les garçons ». Terrifiant en effet ! Des tracts appellent à des « comités de vigilance » dans les écoles. Leur axe argumentatif est simple : la « théorie du genre » serait une idéologie défendue principalement par les odieux LGBT, avides de détourner les enfants du droit chemin de l'hétérosexualité...

### Qu'est donc la « théorie du genre » ?

Soyons clairs, le genre n'est ni une théorie ni une idéologie, c'est un fait social qui associe à des organes génitaux des caractéristiques psychologiques voire morales. Il n'y a pas de lobby pro « genre ». Ce qui existe, c'est une série de programmes contre le sexisme, l'homophobie et la transphobie, donc de lutte contre les stéréotypes de genre qui prétendent qu'il existe une « nature masculine » et une « nature féminine », natures évidemment hiérarchiques et complémentaires. Les organisations LGBT comme féministes soutiennent et défendent évidemment cette démarche, pour



Une affiche de la Manif pour tous qui se passe de commentaire... DR

en finir avec le patriarcat et l'assignation de genre qu'il impose.

### Un succès inquiétant, une lutte à mener

Le succès de la mobilisation contre le « genre » doit nous inquiéter. D'abord parce qu'il est dû à une désinformation ahurissante. Quand

des parents croient qu'on apprendrait aux enfants de maternelle à se masturber, cela doit nous interpellier sur la rupture de dialogue avec l'école.

Ensuite parce que les parents qui ont retiré leurs enfants de l'école sont de toutes les classes sociales et de toutes les origines, jusqu'aux quartiers populaires. Il y a donc là une infiltration de l'extrême droite que nous devons mesurer.

Enfin, associer lutte contre le sexisme et l'homophobie et sexualisation de l'enseignement renvoie en creux à la sursexualisation de l'homosexualité et la naturalisation des identités de genre. C'est ainsi que nombre de ces parents ont dit leur inquiétude de voir leurs enfants devenir homosexuelEs ou « mal genrésEs ».

Et là, peu importe leurs milieux ou leurs degrés d'information, il s'agit bien de l'homophobie et du sexisme dans leur expression la plus évidente. Et cela aussi, nous devons le combattre.

**Commissions nationales intervention féministe et LGBTI**

## Le chiffre +0,1%

C'est en un an l'évolution de la consommation moyenne des ménages en France. Elle a stagné ou diminué pour la troisième année consécutive. Sur fond d'inégalités croissantes, cela signifie que beaucoup ont dû se serrer la ceinture d'un cran supplémentaire...



## Agenda

**Jeudi 6 février, réunion publique du NPA, Dijon.** Avec Christine Poupin, à 19 h 30, au centre de rencontres internationales et de séjour de Dijon, 1 boulevard Champollion, Salle York.

**Vendredi 7 février, formation débat du NPA, Paris.** « Bretagne : Bonnets rouges et lutte contre les licenciements », à 20 h, à l'Ageca, 177 rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>.

**Samedi 8 février, inauguration du local du NPA, Montpellier.** Avec Philippe Poutou, à partir de 18 h, 32 bis rue du Faubourg-Boutonnet.

**Vendredi 14 février, réunion publique du NPA, Clermont-Ferrand.** Avec Christine Poupin, à 20 h, salle Chanteranne, 188 ter rue Champfleuri.

**Samedi 15 février, débats pour l'émancipation, Paris.** Débats autour du livre d'Olivier Besancenot *La conjuration des inégaux* avec de nombreux intervenantEs, à partir de 14 h, au 61 rue Violet, Paris 15<sup>e</sup>.

**Samedi 22 février, manifestation Notre-Dame-des-Landes, Nantes.** À 13 h à la préfecture.

## NO COMMENT

*Au fond, Mitterrand nous avait débarrassés du communisme, Hollande nous débarrasse du socialisme.[...] En 1981, les socialistes [...] croyaient à la politique qu'ils menaient. Je n'arrive pas à penser que ceux de 2012 croyaient au discours du Bourget.*

ALAIN MINC, conseiller politique, économiste, essayiste, dirigeant d'entreprise..., dans *l'Express* du 29 janvier 2014

augmenté de 2,4 % par rapport à 2011.

### De quel soutien le général Sissi dispose-t-il dans le pays ?

Sissi conserve pour l'instant un immense soutien. Il semble de plus en plus évident que Sissi sera élu Président. Mais il ne faudrait pas en conclure que Sissi va rester au pouvoir pour des dizaines d'années. Le régime a l'illusion qu'il contrôle le peuple. Sa popularité actuelle repose en fait sur du vent : beaucoup projettent leurs rêves sur lui, et ne vont pas tarder à être déçus.

### Quelle est l'attitude du pouvoir face aux opposants politiques ?

Elle est ultra-violente. Le 25 janvier, le Front Thuwar, qui s'oppose à la fois aux militaires et aux Frères musulmans, avait par exemple appelé à manifester dans les rues du Caire en direction de la place Tahrir. Environ 35 minutes après le début de la manifestation, les 5 000 manifestants ont été dispersés par les policiers à coups de gaz lacrymogènes et il y a eu 5 morts. Les petits groupes de manifestants ont été encerclés par les véhicules de la police et n'ont pas pu rejoindre la place Tahrir. Il n'était possible d'y accéder qu'à titre individuel et en montrant patte blanche. Les seuls groupes autorisés à pénétrer sur la place étaient ceux favorables

au pouvoir. La télévision a ensuite expliqué que ceux qui avaient manifesté avec le Front Thuwar étaient des partisans de la « Confrérie terroriste », et que c'était la raison pour laquelle la police les avaient dispersés. Sur l'ensemble de l'Égypte, 89 manifestants ont été tués le 25 janvier.

### Quelle est la situation du mouvement ouvrier dans les entreprises ?

Elle est très difficile. Les patrons font preuve d'une grande arrogance depuis le 3 juillet. Auparavant, ils finissaient par céder à certaines revendications. Maintenant, ils ont davantage tendance à la fermeté, notamment en faisant appel

à la police et l'armée. Il y a de plus en plus de licenciements pour faits syndicaux. Néanmoins, les travailleurs continuent à s'organiser de mieux en mieux en contournant davantage les difficultés. À Alexandrie et au Caire, des structures se sont mises en place regroupant à la base des non-syndiqués, des membres des syndicats indépendants, et des adhérents du syndicat officiel. Ensemble, ces travailleurs essayent d'agir pour contourner les difficultés, les interdictions, la corruption du syndicat officiel, etc. Des luttes continuent à avoir lieu de façon régulière, mais au ralenti. Le conflit d'ampleur ayant eu lieu dans la

banlieue du Caire, constitue l'exception et non la règle.

### Où en sont les mesures sociales annoncées par le pouvoir ?

Rien n'a changé par rapport à la politique économique et sociale néolibérale mise en œuvre du temps des Frères musulmans.

### Quelle est l'état d'esprit de la jeunesse ?

Celle-ci est très caustique et méfiante. Le fossé s'est creusé entre une partie de la jeunesse et les générations précédentes.

### Propos recueillis par Alain Baron le 29 janvier 2014

1 - Version longue de cet entretien disponible sur plusieurs sites, dont celui du NPA.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

ASSISES DE LA FISCALITÉ  
DES ENTREPRISESTous les  
jours Noël!

Le 29 janvier dernier ont débuté les Assises de la fiscalité des entreprises visant « à refondre les taxes qui pèsent sur les entreprises ». Le Medef espère des baisses d'impôts « rapides ». Il peut être rassuré!



Avoir de bons copains... DR

Deuxième chantier du pacte de responsabilité annoncé début janvier par Hollande, Jean-Marc Ayrault a lancé le 29 janvier les Assises de la fiscalité des entreprises. Elles ont pour ambition affichée de refondre l'ensemble des mesures fiscales touchant les entreprises et doivent aboutir à des propositions dès septembre pour le futur budget 2015. L'impôt sur les sociétés (IS) est au cœur des débats, ainsi que tous les autres impôts et taxes des entreprises, avec un seul et même leitmotiv : « la simplification »!

Boosté par les précédents cadeaux fiscaux du gouvernement mais toujours insuffisants selon lui, le Medef profite de ces assises pour être une nouvelle fois à l'offensive. Gattaz appelle donc à « des baisses rapides dès 2014 », et cela pour toutes les entreprises « sans gagnants ni perdants », et à la présentation d'un « calendrier lisible » pour permettre aux patrons d'« anticiper ». « Nous jugeons important d'enlever le maximum d'impôts sur les facteurs de production », a ajouté le patron des patrons, en précisant qu'il s'agissait de les éliminer, et non de les transférer ailleurs. Voilà qui a le mérite d'être clair! L'enjeu pour le patronat est bien d'obtenir du gouvernement une baisse drastique de l'impôt sur les sociétés (IS), présentée par Gattaz comme la condition de « l'attractivité du pays », « de la compétitivité des entreprises ».

## Un gouvernement totalement à l'écoute

Sans surprise, le gouvernement, Moscovici en tête, semble être sur la même longueur d'onde. Dès décembre, le ministre de l'Économie a déclaré vouloir s'attaquer, dans le cadre de la remise à plat fiscale, à l'IS. « Nous avons un paradoxe en France qui est que nous avons un impôt sur les sociétés qui est plus élevé que les autres, qui va jusqu'à 38% et qui en plus a une assiette étroite et mitée, ce qui fait que le rendement est faible, donc on cumule à peu près la totalité des inconvénients », avait-il constaté. Oubliant de dire que dans la vraie vie, les entreprises du CAC 40 ne paient que 8% d'IS, contre 13% pour les entreprises de plus de 2000 salariés, quand les PME en paient 30%. Rapporté au produit intérieur brut (PIB), le poids de l'IS place la France au 12<sup>e</sup> rang européen, avec 2,5% du PIB, selon une étude Eurostat d'avril 2013. Nous sommes donc loin d'être le pays où les entreprises paient le plus d'impôts, bien au contraire! Plutôt que de chercher à baisser les impôts pour les entreprises en diminuant les dépenses publiques, il est urgent de remettre à plat le système fiscal en supprimant les dispositifs d'« optimisation fiscale », en privilégiant les impôts directs, la progressivité de l'impôt, et en taxant réellement le capital et le patrimoine. L'impôt sur les sociétés a été sérieusement allégé depuis plus de 20 ans. Le minimum serait le retour à une imposition à 50% qui était le taux appliqué jusqu'en 1985. Un simple retour à ce niveau d'imposition, même sur les bases de calcul actuelles, permettrait de faire progresser les recettes d'environ 50%. De l'argent bien utile pour les services publics.

Sandra Demarcq

ÉLECTIONS EUROPÉENNES Une perspective  
anticapitaliste et internationaliste

À quatre mois du scrutin, les élections européennes, qui doivent élire le 25 mai 74 députés au Parlement européen, ne préoccupent guère la population. Par contre, le PS comme l'UMP se font quelques soucis, alors que les sondages annoncent une abstention record et une montée du populisme d'extrême droite. Autant de raisons de nous donner les moyens de permettre au rejet de l'Europe de l'austérité de se porter sur des candidats anticapitalistes, internationalistes.

« C'est pas en défaisant l'Europe que l'on fera la France de demain. C'est

en la renforçant qu'elle nous protégera davantage », prétend François Hollande pour tenter de justifier la politique que lui et son gouvernement mènent en accord avec la commission européenne. Il met en application avec zèle la politique d'austérité défini par le TSCG mis en place sous la présidence de Sarkozy. Les gouvernements européens se sont félicités du Pacte de responsabilité et il est bien difficile de voir en quoi leur Europe nous protège de quoi que ce soit. Bien au contraire elle définit un cadre politique de mise en œuvre des politiques libérales, de l'austérité et de « la concurrence libre et non faussée ».

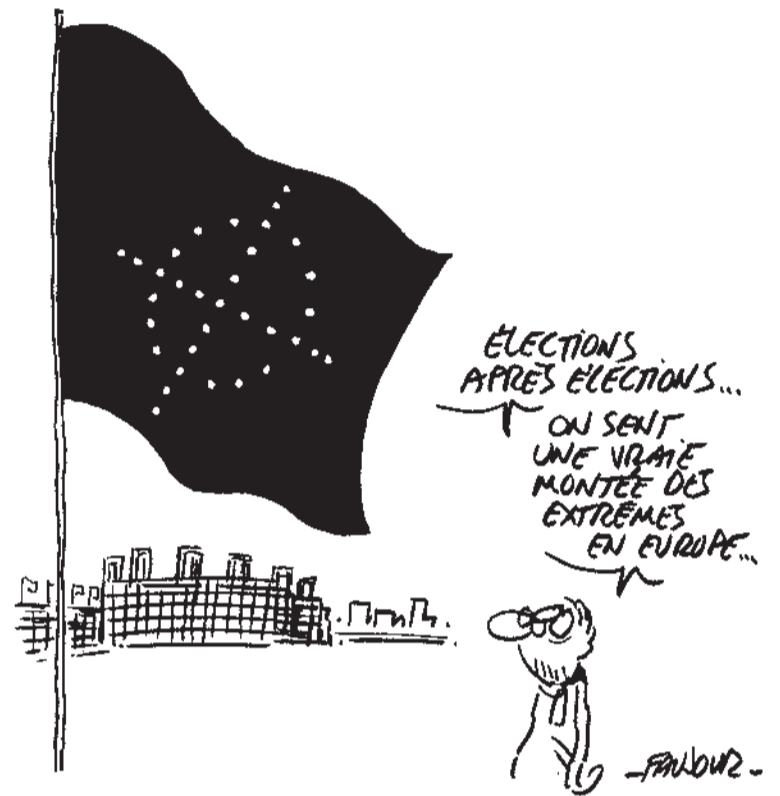
Si le PS peut espérer sauver la mise aux municipales en jouant des rivalités UMP-FN, pour les élections européennes, élections à un seul tour, le plus probable est que se reproduise en pire la débâcle de 2009 où il fit 16,8% des voix derrière la droite et EÉLV. Ces derniers auront bien du mal à convaincre de leur capacité à influencer un gouvernement où ils jouent les figurants. Arrivée en tête en 2009, l'UMP sera face à ses divisions, à

ses difficultés à se différencier du PS et à la concurrence du Modem et de l'UDI qui feront liste à part.

Ni Europe de l'austérité  
ni repli nationaliste

Autant dire que contre l'ensemble des partis qui ont mis en œuvre et assument l'Europe de l'austérité, le Front national aura un terrain prêt à accueillir sa démagogie qui fait de l'Europe la cause de tous les maux, flattant le nationalisme et la xénophobie. Un sondage Ifop publié par le *Journal du Dimanche* du dimanche 26 janvier lui donne 23% des voix, devant l'UMP (21%) et le Parti socialiste (18%). L'Alternative, la nouvelle alliance centriste dirigée par Jean-Louis Borloo et François Bayrou, récolterait 11% des voix, et Europe Écologie les Verts 7%.

Face à la montée du populisme d'extrême droite qui espère capter un mécontentement confus pour mieux le dévoyer en flattant les préjugés réactionnaires, la politique du Front de gauche (donné à 9% dans le sondage) ne représente pas une réponse. Il reste bien trop lié au Parti socialiste auquel PCF comme PG se rallieront le plus souvent au deuxième tour des municipales. Il est aussi bien trop dominé par un discours souverainiste, la défense de la France...



Nous ferons tout ce qui est dans nos possibilités pour permettre que, dans la cacophonie des défenseurs de la France pro-Europe capitaliste et des chauvins anti-Europe, puisse s'exprimer une

voie pour défendre les classes populaires, par-delà les frontières, contre l'Europe de l'austérité, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaitre

DROITE « Au secours, les socialistes  
m'ont volé mon programme! »

François Hollande jubile : il a réussi à « trianguler »! La triangulation, c'est la géniale tactique inventée par Anthony Giddens, conseiller de Tony Blair (Premier ministre britannique de 1997 à 2007), consistant à reprendre de larges pans du programme de ses adversaires pour mieux les mettre dans l'embarras...

En réalité, sur le fond, cela recouvre la transformation profonde de la vieille social-démocratie en un « social-libéralisme » menant une politique économique et sociale qui ne diffère plus en rien de celle de la droite. Exactement ce que fait le gouvernement Hollande-Ayrault.

« Le chef de l'État a surtout réussi un certain coup de force : s'attirer à la fois



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / BABAR

les critiques des alliés de la majorité et des syndicats et le soutien d'une partie de l'opposition et du patronat », commentait l'Express au lendemain des déclarations présidentielles sur le « pacte de responsabilité ». De son côté, le *Huffington Post* estimait que « le nouveau cap fixé par l'Élysée rompt définitivement avec la gauche de la gauche en vue d'une future alliance avec le centre, au détriment de l'UMP de Jean-François Copé et de Nicolas Sarkozy ».

## Cacophonie

La droite, prise à contre-pied, a réagi dans la plus grande dispersion. À l'UMP, Raffarin, Le Maire, Baroin ou encore Péresse ont répondu « chiche », tout en émettant des doutes, à différents niveaux, quant à la capacité de Hollande à appliquer réellement son accord avec le Medef. Idem pour Bayrou du Modem et Borloo de l'UDI (« dans une opposition constructive »). Mais pas pour leur allié Morin, ni pour les

principaux responsables de l'UMP. Copé (« c'est une grande mystification (...) un plan pour sauver les meubles avant les municipales (...) les Français ne sont pas dupes »), Fillon (« ce pacte n'est qu'un slogan, or l'urgence exige des actes »), ou encore Hortefeux, le représentant officieux de Sarkozy, ont tous crié à la supercherie. Ces derniers se sont essayés dans le même temps à la surenchère, sur la base du projet économique adopté par l'UMP en décembre 2013, qui prévoit entre autres la fin de la loi des 35 heures et la retraite à 65 ans.

C'est l'ancien ministre du Budget, Woerth, qui a le mieux résumé le dilemme de ses amis politiques avec la boutade : « comme il [Hollande] vient de prendre sa carte à l'UMP, c'est forcément un peu compliqué! » Il faut bien constater que les dénégations et surenchères de la droite sont peu crédibles. Car si Hollande et son gouvernement parviennent à imposer le pacte de responsabilité,

après l'ANI, la réforme des retraites et le crédit d'impôt compétitivité, ils auraient fait plus pour le patronat et la contre-réforme néolibérale que Sarkozy durant tout le mandat précédent...

Reste à la droite, plus que jamais en manque d'un projet alternatif, à surfer sur le rejet massif de la gestion Hollande-Ayrault, et à Sarkozy à préparer son retour d'homme supposément providentiel... Conforté dans sa dénonciation du « système UMPS », le FN se prépare à tirer les marrons du feu pour parvenir, enfin, à s'installer à l'intérieur des institutions.

Force est de constater qu'une alternative basée sur les besoins, revendications et mobilisations des travailleurs apparaît dans cette situation bien lointaine, pour ne pas dire dépourvue de crédibilité. Ce qui n'est pas une raison pour ne pas s'y atteler dès à présent, pour commencer à changer la donne.

Jean-Philippe Divès

# UKRAINE Pourrissement explosif

Après l'échec des négociations avec son opposition, le président ukrainien sort politiquement paralysé. L'armée lui a demandé de proclamer l'état d'urgence, alors que se poursuit la « bataille d'Ukraine » entre Russie et gouvernements occidentaux.

Après la démission du Premier ministre ukrainien mardi 28 janvier, le président Ianoukovitch, sous pression d'une partie des oligarques dont les affaires sont peu compatibles avec un état de guerre, a recherché le compromis avec son opposition : annulation des lois répressives votées à la va-vite le 16 janvier ; amnistie des manifestants emprisonnés – sous condition d'évacuation dans les quinze jours, des bâtiments publics de Kiev et des régions ; responsabilités gouvernementales offertes à l'opposition. Rien n'en est sorti. Demandant une amnistie inconditionnelle, Arseni Iatseniouk et le boxeur Vitali Klitschko ont refusé, non sans hésitations, les postes de chef de gouvernement et de vice-Premier ministre, qui leur étaient respectivement offerts. La crainte du discrédit, mais aussi des débordements a pesé dans ce choix.

## L'extrême droite et les apprentis sorciers

À Kiev, comme dans les régions de l'ouest et du centre, l'occupation des bâtiments est principalement organisée par le troisième parti d'opposition parlementaire Svoboda/Liberté et divers autres groupes d'extrême droite, avec un soutien populaire dans le contexte de rejet massif des violences policières et d'un président de plus en plus discrédité. Mais il n'y a ni processus d'auto-organisation de la population ni même montée en masse des mobilisations, en dépit d'une certaine extension



territoriale. Cela donne un rôle surdimensionné à des groupes bien structurés, en lien ou en rivalité avec Svoboda (qui célèbre les sinistres bataillons SS en Galicie). Avec les deux autres « partis européens » (donc anti-russes), ce dernier est légitimé par la presse et les dirigeants occidentaux jouant un rôle d'apprenti sorcier. Svoboda et les groupes liés ou rivaux obéissent à une logique de prise de pouvoir larvée directe : là où ils dominent (Galicie...), ils ont décrété l'interdiction du Parti communiste ukrainien qui a lancé un appel à référendum et changements constitutionnels<sup>1</sup>. Ils propagent slogans et idéologie néo-nazis, antisémites et homophobes, qui pénètrent en partie les forces de sécurité et forces spéciales du régime, les Berkut.

## Des aides comme cadeaux empoisonnés ?

Dans ce contexte, les dirigeants de l'opposition « pro-européenne » de l'Ukraine ont rapporté de leurs rencontres à Munich des « promesses d'aide ». Dans un entretien publié le 3 février par le *Wall Street Journal*, Catherine Ashton vient en effet d'annoncer que l'UE prépare avec les États-Unis « un important programme d'assistance financière pour l'Ukraine ». Mais avant le sommet de Vilnius de novembre dernier, le président ukrainien avait demandé – en vain – aux États-Unis et à l'UE 20 milliards d'euros pour faire face à sa dette, et compenser les hausses de tarif d'énergie ainsi que le blocage des échanges que la Russie imposerait en riposte à la

signature d'un accord d'association de l'Ukraine avec l'UE. La seule « aide » envisagée par l'UE pour atténuer le recours au FMI, imposait qu'il s'adapte aux critères de la « zone de libre-échange approfondi et complet » qui est la substance des accords d'association<sup>2</sup>. Qu'y aurait-il de nouveau dans le « plan ukrainien » occidental ? De quelle « aide » s'agit-il ?

## Pressions russes sur l'opposition

Celle-ci serait-elle contradictoire avec « l'aide » obtenue par le président Ianoukovitch auprès de Poutine en décembre (sans que l'Ukraine soit pour l'instant membre de l'Union douanière avec la Russie) ? Outre la baisse du prix de l'énergie, la Russie a effectué un premier versement en décembre de 3 milliards d'euros sur les 15 milliards promis. À la suite des tractations de Munich, les autorités russes ont annoncé que le versement des 11 milliards suivants dépendrait du gouvernement mis en place à Kiev, et dans un communiqué du 3 février, elles incitent l'opposition à reprendre les négociations avec le pouvoir, en respectant le cadre constitutionnel. La « bataille d'Ukraine »<sup>3</sup> se poursuit au risque de l'éclatement du pays.

Catherine Samary

1 – <http://reveilcommuniste.over-blog.fr/article-appel-international-du-parti-communiste-d-ukraine-aux-partis-communistes-ouvriers-et-de-gauche-122306419.html>

2 – <http://cadtm.org/>

La-societe-ukrainienne-entre-ses

3 – <http://www.mondialisation.ca/euromaidan-ou-la-bataille-dukraïne/5366185>

NIGER

# Areva veut faire sa loi

On connaîtra ce vendredi 7 février le jugement du tribunal de Paris dans l'affaire qui oppose le géant du nucléaire, dont l'État français est actionnaire à hauteur de 80 %, à l'association « Observatoire du nucléaire » animée par le militant écologiste Stéphane Lhomme.

Le 11 décembre 2012, l'association avait donné l'information qu'Areva avait fait un « don » au Niger, don affecté à l'achat d'un nouvel avion présidentiel. L'affaire avait fait grand bruit au Niger, qui a bien d'autres problèmes (jusqu'à 140 élèves entassés par classe), et l'achat a été annulé. En portant plainte contre la publication de cette information, Areva cherche à ruiner la petite association.

Le président Mahamadou Issoufou est une vieille connaissance de la firme nucléaire. Jusqu'en 1991, il dirigeait lui-même la Société des mines de l'Air (Somaïr), l'une des deux filiales d'Areva au Niger avec la Compagnie minière d'Akokan (Cominak). En 2012, les 3700 tonnes d'uranium prélevées par Areva au Niger en 2012 correspondaient à environ 37 % de la production mondiale du géant nucléaire français, qui était de 9760 tonnes d'uranium. Cela signifie qu'environ un tiers de toute l'électricité produite en France provient de l'uranium extrait au Niger. Or, le pays est parmi les plus pauvres au monde. 60 % de la population vivent avec moins d'un dollar par jour, et plus de 90 % des habitants du Niger n'ont pas accès à l'électricité.

## Un pillage scandaleux

Issoufou a voulu rediscuter les exonérations fiscales gigantesques accordées à Areva, depuis les contrats léonins, signés en 1968, et qui courent en théorie jusqu'en 2043... Il voudrait porter la redevance qui revient à l'État nigérien à 12 % de la valeur marchande de l'uranium brut, contre 5,5 % actuellement. Il a donc ouvert une partie de bras avec le géant nucléaire. La licence d'exploitation de base a été accordée aux ancêtres d'Areva (le Commissariat à l'énergie atomique et la Cogema) en 1968, mais les contrats miniers eux-mêmes sont renégociés tous les dix ans. Jusqu'ici, cela s'était toujours passé tacitement, sans renégociation véritable. Or, ce 6 octobre 2013, le Premier ministre du pays a déclaré que le Niger allait « passer au peigne fin » les contrats de la Somaïr et la Cominak arrivant à échéance au 31 décembre 2013. Areva refusa net. Son PDG, Luc Oursel, annonça alors qu'Areva pourrait se retirer du Niger. Les négociations entre les autorités nigériennes et Areva continuent. Dès début décembre 2013, la firme nucléaire avait fait savoir que le 31 décembre – date où les contrats miniers arrivaient en principe à expiration – n'était pas une date-but, et que les négociations allaient pouvoir se prolonger deux ou trois mois au-delà de cette date...

Environ 5 000 personnes ont manifesté en octobre dernier contre la politique d'Areva, dans la ville minière d'Arli, autour de laquelle 50 millions de tonnes de déchets radioactifs sont stockés à ciel ouvert... Les habitants meurent officiellement de « maladies inconnues », les deux hôpitaux locaux – appartenant à Areva – n'ont jamais détecté de cancer.

Dans la capitale Niamey, une manifestation d'étudiantEs contre Areva a eu lieu le 10 janvier. Le même jour, une alliance de 23 ONG et syndicats nigériens a publié une déclaration commune dénonçant « les relations opaques » entre Areva et l'État nigérien. Une nouvelle manifestation contre Areva était annoncée pour le 25 janvier, manifestation interdite par le gouvernement. Un nouvel appel à manifester a été lancé pour ce jeudi 6 février.

Bertold du Ryon

GRANDE-BRETAGNE

# Left Unity, un nouveau parti anticapitaliste

Qui aurait pensé qu'un film et un appel lancé par Ken Loach aboutiraient un an plus tard à un nouveau parti de 1200 membres regroupés en plus de 50 sections locales ?

Le succès de Left Unity (LU) est dû au vide qui existe à gauche. Malgré la brutalité des politiques d'austérité menées par la coalition des conservateurs et des libéraux, le Parti travailliste ne promet qu'une politique d'austérité « light » s'il revient au pouvoir. Il s'engage même à respecter pendant les deux premières années de son futur mandat l'austérité prévue par le gouvernement actuel. Il ne soutient même pas le recours à la grève pour l'emploi et les retraites dans le secteur public, refuse de soutenir les appels à renationaliser la poste ou les chemins de fer. C'est pourquoi la plupart des militants qui veulent lutter ne se reconnaissent pas en lui. Pour autant, les groupes d'extrême gauche comme le Socialist Workers Party (SWP) et le Socialist Party n'attirent pas ces militants, soit parce qu'ils ne travaillent pas à la construction de véritables mouvements de masse ou parce que les appels à rejoindre leur propre parti sont en avance sur le degré de conscience de ces militants. Autre obstacle pour

le SWP, la crise qu'il traverse et les scissions suite à sa gestion des accusations d'agression sexuelle portée contre l'un de ses dirigeants.

## Les premiers pas...

D'autres forces comme Socialist Resistance et des militants indépendants avaient déjà appelé à la construction d'un nouveau parti large. La collaboration de Ken Loach a rendu cela possible et les projections de son film, *l'Esprit de 45*, sur les conquêtes des classes populaires dans l'après-guerre, a servi de point d'appui pour organiser des réunions. Un an plus tard, en novembre 2013, un congrès de fondation regroupait 600 participants avec une préoccupation : ne pas répéter les erreurs du passé. Pour commencer, Left Unity n'est pas une coalition mais un véritable parti regroupant des membres cotisants. Les expériences antérieures, comme Respect, se sont heurtées au refus de leaders d'adopter un fonctionnement démocratique. Preuve que LU est différent, plusieurs amendements de Ken



Loach ont été rejetés, les différentes plateformes bénéficiaient de droits égaux, et les statuts garantissent les droits des minorités et la parité. Left Unity n'en est encore qu'à ses premiers pas. D'autres conférences se pencheront dans les prochains mois sur les campagnes prioritaires, l'intervention électorale et nos orientations générales. En plus de Socialist Resistance, d'autres organisations comme Workers Power et le CPGB sont impliqués. Plus significatif, beaucoup de membres de la première scission du SWP sont partis prenantes du processus, et nous avons bon espoir que la deuxième scission le sera aussi. Parallèlement, des discussions se mènent pour unifier plusieurs groupes révolutionnaires. Si cette unification voit le jour et qu'il y a un accord sur la nécessité

Lors du congrès de fondation en novembre 2013. DR de construire Left Unity, ce sera un grand pas en avant.

À cette étape, LU regroupe un nombre significatif de militants inorganisés, mais peu de jeunes, et c'est une priorité en terme de construction. Notre but est de gagner des militants syndicaux, du mouvement étudiant, écologiste et féministe.

75 % se sont prononcés pour une perspective anticapitaliste large, plutôt qu'un programme révolutionnaire détaillé tranchant les questions stratégiques. Socialist Resistance fait partie de cette majorité. De nombreux aspects de l'expérience de Syriza nous ont inspirés. Nous devons œuvrer avec les milliers de militants qui veulent se battre, mais qui ne se considèrent ni léninistes ni même révolutionnaires.

De Londres, Dave Kellaway (Traduction Raymond Adams)

# «12 years a slave»

## Retour sur la barbarie esclavagiste



**A**dapté d'une autobiographie, la sortie il y a deux semaines de l'excellent film «12 years a slave» a remis en lumière la barbarie de la traite négrière. Livre et film racontent le récit édifiant de Salomon Northup, un homme libre arraché à sa famille dans l'État de New York, pour être vendu

comme esclave dans le sud du pays. C'est l'occasion pour **l'Anticapitaliste** de donner par une longue interview un éclairage historique particulier, et de revenir sur les films et livres consacrés à ce sujet.

### Hollywood et l'esclavage

## De Naissance d'une nation à 12 years a slave

«On a tourné à Hollywood davantage de films sur les esclaves gréco-romains que sur les esclaves amenés d'Afrique», dit Steve McQueen, réalisateur de «12 years a slave»<sup>1</sup>. De fait le cinéma américain revient de loin et n'a pas consacré plus d'une vingtaine de films à l'esclavage...

**H**ollywood n'a pas toujours dénoncé cet esclavage, mais l'a souvent édulcoré, voire encensé, comme *Naissance d'une nation* (1915) de D.W. Griffith, sans doute le film le plus raciste de l'histoire, souvent vanté pour ses qualités techniques, qui fait l'apologie du lynchage et du Ku Klux Klan, dont il favorisait la renaissance. Les Noirs étaient interprétés par des acteurs blancs aux visages grimés. On les voit joyeusement danser pour leurs maîtres... après douze heures de travail dans une plantation. Scène de danse qui a d'ailleurs été reprise d'une tout autre manière par Steve McQueen : cette fois, c'est un planteur qui contraint les esclaves épuisés à danser pour s'amuser.

#### Apologie de l'esclavage

S'il est moins grotesque que le film de Griffith, *Autant en emporte le vent* de Victor Fleming, succès planétaire sorti en 1950, s'affirme comme l'archétype des films qui sacrifient à la nostalgie du «bon vieux Sud», où l'on vivait heureux avant que les Yankees ne viennent tout détruire. On y rencontre notamment le personnage incontournable de la



«mama» noire, en adoration devant ses maîtres, lesquels la traitent quasiment comme un membre de la famille. Cette image de la domestique noire soumise sera d'ailleurs présente dans d'innombrables films. Quant aux révoltes d'esclaves, on en chercherait vainement la trace dans le cinéma américain. Si *la Piste de Santa Fé* (1940) de Michael Curtiz évoque l'épopée du pasteur abolitionniste John Brown, qui lança une insurrection en Virginie et fut pendu en 1859, c'est pour en faire... un méchant de western. En face de

lui, on trouve le jeune Ronald Reagan qui, rôle prémonitoire, endosse la tunique bleue du général Custer, sinistre massacreur d'Indiens ! Dix-huit ans plus tard, *l'Esclave libre* de Raoul Walsh prend quelques distances avec la vision idyllique de l'esclavage, mais c'est pour idéaliser les rapports amoureux que peut nouer une belle esclave avec son généreux et séduisant maître, Clark Gable en l'occurrence.

Il faudra attendre 1975 et le développement des mouvements noirs radicaux, pour que *Mandingo* de Richard Fleisher mette en lumière toute la barbarie de la société esclavagiste, en particulier le comportement sordide de ces relations sexuelles imposées. Véritable antithèse de *Autant en emporte le vent*, *Mandingo* apparaît par sa violence comme une œuvre dérangeante qui sera injustement rejetée par une critique et des spectateurs qui ne sont pas encore prêts à admettre la réalité dans toute son horreur. Pour la première fois était évoquée une révolte d'esclaves, mais celle-ci disparaissait des écrans après une coupe d'une heure qui ressemblait fort à une censure ! Notons que Quentin Tarantino

s'est sans doute inspiré d'une des scènes les plus épouvantables de ce film, les combats d'esclaves organisés par leurs maîtres, qu'il reprendra dans *Django unchained* quarante ans plus tard.

#### De la récupération à l'«appel aux armes»

Après la fin de la ségrégation, le regard du cinéma américain sur l'esclavage évoluera donc : plus personne ne se risquera à le présenter de façon idyllique, mais on assistera à une véritable récupération, une sorte de «blanchiment» de la lutte abolitionniste dont le réalisateur Spielberg sera le principal promoteur.

*Amistad* (1998) donne ainsi la vedette à des avocats blancs qui défendront des esclaves noirs révoltés. Plus encore, *Lincoln* (2013), véritable opération de falsification historique, met l'abolition au crédit d'une poignée de politiciens blancs dont certains sont corrompus. On notera au passage que Spielberg omet de rappeler que Lincoln refusa d'intervenir en faveur de John Brown, qu'il considérerait comme un dangereux fanatique...

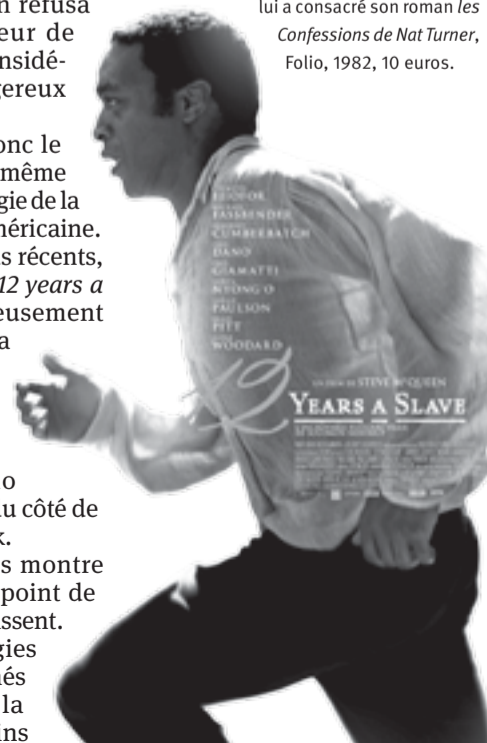
Hollywood réussit donc le tour de force de faire, même sur un tel sujet, l'apologie de la grande démocratie américaine. Les deux films les plus récents, *Django unchained* et *12 years a slave* rompent heureusement avec cette vision ultra paternaliste. Même si c'est sous la forme fantaisiste d'une parodie de western spaghetti, Tarantino se place résolument du côté de son super héros black. Steve McQueen nous montre enfin l'esclavage du point de vue de ceux qui le subissent. Il analyse les stratégies de survie des opprimés qui doivent feindre la soumission. Si certains

maîtres se veulent humanistes, leur générosité s'arrête toujours là où leurs intérêts sont en jeu. Ce film souligne que l'esclavage n'est pas le produit de la méchanceté humaine mais un système particulier d'exploitation de l'homme par l'homme. À la fin de chaque journée de travail, le planteur comptabilise la quantité de coton récoltée par ses esclaves et s'efforce de les mettre en concurrence. Un Blanc, tombé dans la déchéance et réduit à s'embaucher comme cueilleur de coton salarié, sera d'ailleurs soumis lui aussi à cette pratique.

«Mon film est un appel aux armes contre ceux qui pensent que la liberté nous est donnée», dit aussi Steve McQueen. On attend maintenant un grand film sur les luttes et révoltes des esclaves noirs. À quand par exemple une adaptation de *Nat Turner* ?

#### Gérard Delteil

1 - Interview au *Guardian* du 3 janvier 2014  
2 - Nat Turner dirigea une révolte en Virginie et fut pendu en 1831. William Styron lui a consacré son roman *les Confessions de Nat Turner*, Folio, 1982, 10 euros.



#### Peux-tu situer «la traite négrière» dans le cadre historique du développement capitaliste ?

L'Occident chrétien est en croissance économique au XV<sup>e</sup> siècle. Il maîtrise de mieux en mieux, en matière d'artisanat, d'outillage, d'armement et de navigation, les techniques des civilisations du sud de l'Europe (Arabes et Moyen-Orient) et leurs savoirs scientifiques avancés. Il multiplie cependant d'autres grandes découvertes qui lui permettent de partir à la découverte-conquête du monde. Fin XV<sup>e</sup> et début XVI<sup>e</sup> siècle, les marchands sont les premiers à se mettre en course : il s'agit d'«obtenir» (voire de s'emparer) les produits rares en tissus, en parfums, en produits alimentaires tropicaux, en colorants industriels, en pierres précieuses, en métaux (or, argent) etc. Ces mercantiles en recherche de «profits» recrutent des aventuriers, des soldats mercenaires, des soudards et des vagabonds qui sont des «gens sans aveu» parfois fuyant une condamnation. Vient bien entendu comme prétexte l'appui du prêtre qui ira baptiser les âmes païennes ! Ces chercheurs d'or, d'aventures et de nouvelle vie, ne sont pas les meilleurs représentants pour la coopération entre les peuples. La violence bestiale, les vols généralisés, les pillages renouvelés, les viols multiples dont on se vante et pour lesquels on est acclamé sont une large partie de ce «choc des civilisations».

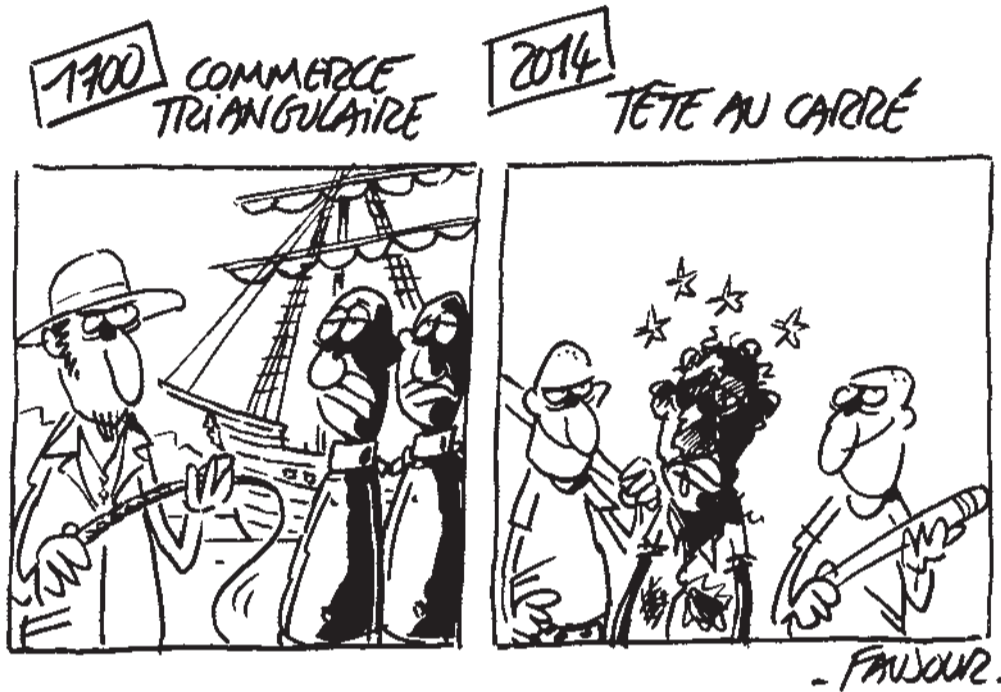
C'est alors que l'Occident chrétien, qui avait tout de même réduit en ses propres terres l'esclavage (sauf dans sa partie méridionale qui gardait l'esclavage domestique) et le servage, mit en servitude les populations amérindiennes, entraînant une chute brutale démographique. Ce massacre gigantesque eut pour conséquence, parmi d'autres, de «générer» l'exploitation des richesses du «Nouveau Monde». Il fallut, dans la deuxième décennie du XVI<sup>e</sup>, se rabattre sur la traite des esclaves noirs, en mettant à profit les pratiques existant en Afrique, de guerres tribales et de mises en esclavage des villages vaincus. Si l'Espagne et le Portugal au XVI<sup>e</sup> siècle, suivis ensuite des Provinces Unies de Hollande (fin du même siècle) ont généralisé le trafic d'esclaves noirs, ce sont l'Angleterre et la France qui

# “ Ce sont l'Angleterre et la France qui donnèrent au commerce triangulaire sa dimension colossale ”

**Entretien.** Historien, Gilbert Pago est un des dirigeants du Groupe révolution socialiste (GRS), organisation martiniquaise membre de la IV<sup>e</sup> Internationale. Auteur de plusieurs ouvrages sur la question de l'esclavage, nous revenons avec lui sur la place et le rôle de ce « commerce humain ».

dès le XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle donnèrent au commerce triangulaire sa dimension colossale : l'Europe occidentale et ses ports anglais, hollandais, français, espagnols, portugais avec la « pacotille », la côte occidentale de l'Afrique Noire avec ses lieux de détention des esclaves préparant la traversée de l'Atlantique (the middle passage), puis en Amérique, les Isles des Antilles, les colonies anglaises d'Amérique du Nord, le sud de l'Amérique, tous lieux de vente des esclaves. C'est alors l'enrichissement des ports européens, l'accumulation de capital par vente de produits tropicaux rares, le développement des flottes commerciales mais aussi guerrières. Ce sont de nouvelles habitudes qui naissent : la pomme de terre, la tomate, le café et l'ouverture de salons de thé et de café, le sucre de canne, le tabac d'où la cigarette et la pipe, la généralisation du coton, etc.

**Peux-tu nous présenter la place qu'ont occupée l'Amérique et les Caraïbes ?**  
On ne parle pas encore d'États-Unis d'Amérique mais des 13 colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Il est important d'en parler car la colonisation crée son contre-poison : la décolonisation. C'est au nom de la liberté et contre l'« exclusif » colonial anglais que les colons américains des 13 territoires se soulèvent en 1773 avec la « Tea Party » de Boston et l'acte d'indépendance du 4 juillet 1776, préfigurant la Révolution française qui vient 13 ans plus tard. Ces actes de révolte des colons contre les autorités royales résidant en Europe sont nombreux dans toutes les colonies, qu'elles soient anglaises, françaises ou espagnoles. Ce fut en Martinique le fameux Gaoulé de 1715 ou les « révoltes blanches » à Saint-Domingue (la future Haïti). Ces colons farouchement attachés à leurs gains financiers n'acceptent pas que l'essentiel des richesses partent pour les caisses de leurs rois et de leurs « associés » financeurs. Bien entendu, ils sont féroce-ment esclavagistes et participent au commerce triangulaire, mais ils en réclament une autre part dans la répartition. Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord dans les régions du sud cultivent avec les noirs esclaves, le tabac



(comme en Virginie), le coton (comme en Alabama) ou le sucre. Après l'indépendance des 13 colonies, les ex-colonies du Sud maintiennent un esclavage absolu qui ne tint compte ni de l'abolition de la traite, ni des abolitions anglaises de 1833-1838, ni des abolitions françaises et danoises de 1848. Dans le sud des États-Unis, l'esclavage demeura jusqu'à la guerre de Sécession en 1865. L'esclavage avait duré sur ces terres du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, soit environ 250 ans. Le Brésil dont on parle peu a été la colonie qui a connu la plus forte concentration d'esclaves sur la plus longue période, et cela a duré du XVI<sup>e</sup> siècle à 1888, près de 380 ans. Les Caraïbes avec la France ont été une importante région du trafic négrier. La future Haïti de 1659 à 1793, suivie d'une guerre se terminant en 1804, a connu 144 ans d'esclavage. La Guadeloupe et la Martinique ont vu fleurir un esclavage sur 213 ans de 1635 à 1848, avec pour la Guadeloupe, le court intermède de 1794 à 1802.

## Pourquoi et comment la fin de l'esclavage dans les Caraïbes et en Amérique ?

Dans la Caraïbe, la Révolution française a eu un impact considérable sur une population qui n'avait jamais cessé de se révolter. La France avait colonisé une partie de Saint-Domingue (la future Haïti), une partie de Saint-Martin, la Guadeloupe, la Dominique, la Martinique, Sainte Lucie, Saint-Vincent, Grenade, Tobago et en

Amérique du Sud la Guyane dite française. Certains de ces territoires n'étaient plus français par suite des conflits avec les Anglais, mais les États généraux en France se transformant en Assemblée nationale constituante et surtout l'article 1 des « Droits de l'Homme et du Citoyen » (*Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits*) soulevèrent les esclaves. En 1793, les esclaves obtiennent leur libération à Saint-Domingue (la future Haïti). Après l'indépendance en 1804, l'esclavage est aboli dans la partie espagnole de Saint-Domingue qui va aider Bolivar dans sa lutte pour l'indépendance du Venezuela, de la Colombie et Panama, du Pérou, de la Bolivie. Cette aide se fait en obtenant l'engagement d'abolir l'esclavage. En Guadeloupe, il y eut l'application de l'abolition de l'esclavage par la Convention en 1794 (16 pluviôse an II). À Sainte-Lucie, contre les colons anglais et dans l'admiration de la révolution française, il y eut la forte révolte de la « Guerre des bandits » que la soldatesque anglaise massacra. Ce fut le même processus en Dominique dans la « Guerre des bois », à Grenade avec Julien Fédon, et aussi à Saint-Vincent, où les guerriers Garifunas (Caraïbes Noirs) de Joseph Chatoyer ont été massacrés et les survivants déportés dans les mangroves d'Amérique centrale à Belize. Mais partout dans ces territoires les révoltes ne cessèrent, comme en Martinique. Le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui de la libération des esclaves, et ce

combat aux USA se mène dans cette lignée surtout quand d'importantes victoires avaient été obtenues dans le monde américain.

## Le film « 12 years a slave » s'appuie sur le récit d'un esclave. Y a-t-il aussi eu dans les Caraïbes des récits d'esclaves ? Que nous apprennent-ils ?

Oui, il existe des récits d'esclaves mais ils sont rares, car les esclaves, employés dans les champs, dans leur presque totalité ne savaient pas lire et écrire. Parmi ceux qui étaient dans la domesticité, il y en eut quelques-uns à qui l'on apprit à lire et à écrire pour aider la maison du maître, mais celles et ceux qui écrivaient n'avaient pas dans les sociétés esclavagistes la possibilité de publier. Enfin, parmi les textes connus, un grand nombre viennent de la période ultime de l'esclavage, c'est-à-dire au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il y avait déjà des pays ayant proclamé l'abolition, que les philanthropes se sont mobilisés et ont aidé des Noirs devenus libres. Dans les Caraïbes anglophones, il existe le récit de Mary Price, autour des années 1820. On connaît aussi le livre écrit par un ancien esclave à Cuba, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On a sur les siècles précédents, le XVIII<sup>e</sup> siècle par exemple, en Jamaïque des notes brèves d'anciennes esclaves libérées. Dans une grande ferveur chrétienne, tous ces textes parlent des souffrances quotidiennes. **Propos recueillis par Manu Bichindaritz**

## Quelques éléments bibliographiques

Par Renée Ravoteur

Aujourd'hui encore, l'histoire de l'esclavage et des luttes d'émancipation est peu enseignée, donc peu connue, dans les anciennes métropoles mais aussi sur les continents africain et américain. Pourtant, des historiens ont travaillé et travaillent encore à la recherche et à la publication d'ouvrages sur le sujet. Ceux-ci nous permettent d'aborder la question dans sa complexité : traite négrière et commerce triangulaire, l'esclavage dans les différents pays où il était pratiqué, les résistances à l'esclavage et particulièrement la Révolution haïtienne, les abolitions...

### Ouvrages généraux

#### Atlas des esclavages.

**De l'Antiquité à nos jours**, Marcel Dorigny et Bernard Gainot, Éditions Autrement, 2013, 19,90 euros.

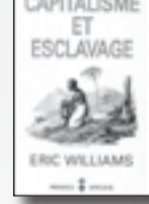


Dans la majeure partie de l'ouvrage les auteurs étudient les « traites légales » du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés esclavagistes, les résistances, tant dans les colonies que dans les métropoles et enfin les abolitions.

#### Capitalisme et esclavage,

Éric Williams, Présence africaine,

1998, 21 euros.



Une étude économique du rôle joué par l'esclavage et la traite des Noirs dans la constitution du capital qui a financé la révolution industrielle, et de celui du capitalisme industriel dans son abolition en 1833.

#### Esclavage, résistances et abolitions,

sous la direction de Marcel Dorigny, éditions CTHS, 1999.

Panorama de l'histoire des sociétés esclavagistes, perception métropolitaine des réalités coloniales, essor du mouvement anti-esclavagiste...

### La France

#### La France et ses esclaves. De la colonisation aux abolitions (1620 – 1848),

Frédéric Régent, Hachette, 2012,

9 euros.

Pourquoi les Français ont-ils été amenés à devenir des esclavagistes ? Pourquoi ont-ils choisi

de recourir à la traite négrière ? Comment les notions de Blancs et de Noirs ont-elles été inventées ? Quel bénéfice la France tire-t-elle de l'économie esclavagiste ? Quelles sont les limites à l'exploitation des esclaves ? Pourquoi la France rétablit-elle l'esclavage après l'avoir aboli ? Quel rôle jouent respectivement les esclaves et les abolitionnistes dans le processus d'émancipation ?

#### La traite des nègres sous l'Ancien Régime,

Liliane et Patricia Crété, Perrin, 1989.

L'histoire de la traite des Noirs et du commerce triangulaire et la responsabilité de tous les acteurs : l'État français, les marchands négriers et la grande bourgeoisie, les chefs et rois africains qui concluaient avec les puissances européennes des traités en bonne et due forme.

### Les États-Unis

#### Histoire de l'esclavage aux États-Unis,

Claude Folhen, Perrin, 2007, 8,50 euros.



L'esclavage a été aboli en 1865, 78 ans après l'adoption en 1787 de la Constitution démocratique et 30 ans après l'Angleterre. Pourquoi a-t-il

perduré si longtemps ? Pourquoi a-t-il été instauré un régime d'apartheid après l'abolition de l'esclavage, alors que dans le même temps les États-Unis assimilaient des millions d'immigrants ?

### Le Brésil

#### L'esclavage au Brésil, Mario Maestri, Karthala, 1991.

Premier pays à avoir instauré l'esclavage des Amérindiens dès le XVI<sup>e</sup> siècle et dernier à avoir aboli celui des « nègres » en 1888... Maestri rejette la thèse d'un système esclavagiste paternaliste et bienveillant dans lequel l'esclave aurait vécu sous la protection de lois équitables et met en relief les souffrances, les luttes et les résistances des esclaves.

### Saint-Domingue, Haïti

#### Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue, C.L.R. James, 2008.



Au regard de la situation d'extrême pauvreté et d'abandon dans laquelle se trouve Haïti aujourd'hui, on a du mal à imaginer l'importance considérable qu'Haïti – qui s'appelait alors Saint-Domingue – revêtait dans l'économie française. La révolution de 1804 a abouti à la création de l'État d'Haïti. Pour la première fois, une révolte d'esclaves triomphait et établissait le premier État de noirs libres.

### La Martinique

#### 1848 : Chronique d'une abolition,

Gilbert Pago, Desnel, 2006.

Le récit des soixante-douze jours qui ébranlèrent la Martinique et qui aboutirent au triomphe de la Révolution anti-esclavagiste le 22 mai 1848.

### Le rôle des femmes

#### Les femmes et la liquidation du système esclavagiste à la Martinique 1848-1852,

Gilbert Pago, Ibis rouge, 1998, 19 euros.

#### Lumina Sophie dite Surprise

#### 1848-1879, insurgée et bagnarde,

Gilbert Pago, Ibis rouge, 2008, 15 euros.



Dans ces deux ouvrages, Gilbert Pago aborde la place majeure des femmes dans la lutte contre l'esclavage et dans les années qui ont suivi son abolition.

## SUICIDES AU TRAVAIL

## Une « mode » qui ne passe pas !

En septembre 2009, Lombard, à l'époque PDG de France Télécom, parlait de « la mode des suicides » alors que dans cette entreprise, ils ne cessaient de se multiplier. Abject ! Ce n'est malheureusement pas fini.

**M**algré des lois, des accords dénommés « Qualité de vie au travail », malgré le « dialogue social », les projets, les rapports faits aux gouvernements successifs, rien n'a changé : les suicides des travailleurs continuent et les patrons sont toujours aussi odieux. Jusqu'à réaliser des procédures à suivre en cas de suicides, au cas où...

Très récemment un travailleur de La Poste et un autre de Renault Cléon ont mis fin à leur jour. Pôle emploi, Thales, dans la police, chez les agriculteurs, parmi les travailleurs des hôpitaux, etc., dans la fonction publique ou le privé, la liste funèbre s'allonge. Et combien de malaises cardiaques, dépression, pétages de plomb, de vies volées ?

### Le collectif pour résister

Individualisation, concurrence entre salariéEs « tous clients les uns des autres », colonisation de l'espace privé, management par la peur, culpabilisation... ont fragilisé et brisé les solidarités. La souffrance est vécue seule, sans pouvoir lui donner de sens, dans l'épreuve solitaire du quotidien au travail, pour « malgré tout » faire du « bon boulot »... Devenu des instruments, chacunE est conduit à douter de soi, à force d'évaluation sur les critères des managers et des financiers, en transformant l'aliénation en compétence, en aliénation participative... Pourtant, « c'est dans la casquette de l'ouvrier que se trouve la cervelle du patron » et aussi dans celles des cadres, des employés et de tous les prolétaires. Déniant l'existence de la classe ouvrière, ils en dénie les souffrances, à force de « toujours plus » pour ceux qui se partagent les dividendes du mal-être. Ils voudraient nous rendre invisibles.

Renouons les liens au quotidien, au travail et dans les quartiers : échanger, faire des pauses ensemble, prendre le temps de discuter, sans laisser un collègue seul face à l'arbitraire, recréer nos collectifs et résister, contester, créer, manifester, occuper, lutter. Être !



Il n'y a pas de remède. La solidarité est une force, bien plus que les réunions de négociations dans le cadre d'un dialogue social qui n'existe pas et où les dés sont pipés. « Ne pas perdre sa vie à la gagner » n'est pas qu'un vieux slogan. C'est un acte de résistance dans le combat à mener, pour retrouver la santé, pour établir nos normes, pour que la vie l'emporte.

Alain Jacques

## ÉDUCATION PRIORITAIRE

## Démagogie et mauvais coups

Vincent Peillon a dévoilé sa réforme pour l'éducation prioritaire. En apparence, il s'agirait surtout d'heures de cours en moins pour les enseignantEs et l'augmentation de l'indemnité ZEP (zones d'éducation prioritaires) pour une minorité d'entre eux. Salué notamment par le SNES et le SNUipp, l'ensemble du plan s'inscrit en réalité dans le contexte de baisse des dépenses dans le cadre de la modernisation de l'action publique (MAP) et prépare la nouvelle offensive du gouvernement contre le statut des enseignantEs.

**L**es moyens continuent de baisser... Sur 1000 ZEP, moins d'un tiers serait vraiment concerné. Les autres établissements seraient donc privés des moyens correspondants (et 10% des ZEP sortiraient de la nouvelle éducation prioritaire). L'annonce des dotations horaires pour la prochaine rentrée scolaire le confirme.

Ainsi, dans le 92, 27 établissements, sur les 31 classés ZEP, sont touchés par des baisses de moyens. Le mouvement de grève initié le 20 janvier par un collège de Villeneuve-la-Garenne qui perd 56 heures a fait boule de neige : 200 enseignants étaient présents, 20 établissements représentés, à l'AG du mardi 28 janvier. Ils se sont ensuite retrouvés à 600 devant le ministère.

Certains établissements se sont mis en grève reconductible et ont ponctué la semaine avec des actions de blocage avec les parents et de diffusion sur les marchés.

La journée de grève, appelée par l'AG et l'intersyndicale le mardi 4 février, avec AG départementale, porte la revendication de créer 2000 heures minimum nécessaires pour le département.

### Terrain d'expérimentation sur le statut

Ce plan pour les ZEP permet au gouvernement de revenir à la charge avec le projet Peillon sur le statut, rejeté par les enseignants en décembre.

Il conduirait à la soumission des personnels au cadre local : chaque réseau voulant des moyens supplémentaires devrait construire un « projet de réseau sur la base du référentiel des meilleures pratiques ». Ces projets finalisés sous la coupe des chefs d'établissement vont « organiser la vie de l'école et de l'établissement ». « Des affectations ciblées en fonction des besoins locaux et du projet éducatif » seraient rendues possibles.

Dans ce cadre, il ne s'agit pas de baisser le temps de travail des enseignants en ZEP mais plutôt d'intégrer à leur service de multiples « missions » définies



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

localement. Sous couvert de « suivi des élèves », figurent notamment la coopération avec les partenaires locaux dans le cadre du projet éducatif territorial et la mise en œuvre du « parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel ».

À cette fin, « le travail en équipe doit être coordonné et répondre à des objectifs précis ». Le plan prévoit une hiérarchie intermédiaire avec des coordonnateurs, les temps de travail en équipe seraient « institués dans les emplois du temps » et le conseil école-collège (qui vise à l'implantation de l'école du socle) serait effectif.

### Construire un puissant mouvement

Peillon utilise les ZEP pour accentuer l'individualisation des conditions de travail, la casse des garanties collectives et l'augmentation de la charge de travail des enseignants, tout en excluant

les élèves en difficulté, envoyé vers la précarité professionnelle... Un tel plan a vocation à être généralisé partout. C'est tout l'inverse qu'il faudrait : de réels moyens pour créer massivement des postes, baisser le nombre d'élèves par classe, diminuer la charge de travail des personnels, particulièrement en ZEP. Cela suppose un puissant mouvement de grève, ayant comme premier objectif le retrait définitif du projet Peillon sur le statut et le rétablissement de tous les postes supprimés. Le gouvernement est à la manœuvre, s'appuyant sur les « concertations » après avoir été mis en difficulté par la mobilisation de décembre en défense du statut. Plus que jamais, une telle perspective est indissociable du combat à mener pour que les organisations syndicales, notamment la FSU, rompent avec le gouvernement.

La commission d'animation Éducation nationale

## SYNDICALISME

## Contre-offensive anti-FN

À l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de l'Unef, au moins 600 militantEs syndicalistes ont participé mercredi 29 janvier à la journée syndicale « contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques » à Paris.

**I**le-de-France, Nord-Pas de Calais, Rhône-Alpes, PACA, Midi-Pyrénées... Ils et elles étaient venus en nombre pour participer aux échanges. Des associations, dont notamment la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et Vigilance initiatives

syndicales antifascistes (VISA), ont également contribué au succès de la journée. La journée de débat à la Bourse du travail de Paris s'est clôturée par un meeting au siège de la CGT à Montreuil, avec Thierry Lepaon (CGT), Bernadette Groison (FSU), Annick Coupé (Solidaires) et William Martinet (Unef). Ce meeting,

## PARIS La santé trinque déjà !

On le sait, le gouvernement va offrir 65 milliards d'euros aux patrons entre 2014 et 2017. Les collectivités locales, l'État et la Sécurité sociale devront procéder à des coupes budgétaires. La réduction des dépenses imposée dans la branche santé va être drastique. Paris est déjà bien attaqué...

**S**elon le journal *les Échos*, « le gouvernement insiste sur le développement des médicaments génériques et de la chirurgie ambulatoire (...) mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. (...) Des hospitalisations sont évitables, comme dans le cas des insuffisances cardiaques des personnes âgées. (...) Certaines urgences devraient être fermées dans les zones denses, quitte à investir davantage dans les maisons de santé. Il faut réguler l'offre... »

### Désert médical pour les pauvres, oasis pour les profits privés

Dans la capitale, le maire-adjoint,

le socialiste Jean-Marie Le Guen, écrit que des zones entières de Paris sont en voie de désertification médicale. Il sait de quoi il parle... Président du conseil de surveillance de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (APHP), il a accepté les coupes budgétaires : 120 millions d'économie ont été imposés aux hôpitaux de Paris ! Ainsi, Bichat et Beaujon seront détruits et fusionneront dans une « usine à malade », avec dans la foulée 400 emplois en moins. Les urgences de l'Hôtel-Dieu sont réduites à peau de chagrin, et en conséquence les délais d'attente dans les autres hôpitaux s'allongent,

jusqu'à 14 heures ! Du pain béni pour une entreprise privée qui a ouvert un « mini-service d'urgence ». Alors que des centres de santé ont été fermés, Le Guen, candidat aux municipales sur la liste Hidalgo (PS-PCF-GU), propose de créer des « maisons de santé », en réalité des cabinets de médecins libéraux subventionnés et chargés de quelques missions de prévention.

La CPAM de Paris n'est pas non plus épargnée par la privatisation : un groupe privé a été désigné pour le traitement par vidéocodage des feuilles de soins papier...

S. Bernard



# AIRBUS GROUP « Nous serons impitoyables sur la rentabilité à 10% »

C'est ce qu'avait déclaré Tom Enders, PDG d'EADS, lors du Salon du Bourget en juin 2013. Le taux de rentabilité actuel du groupe est de 6%, mais ça ne suffit pas : le capital a soif de profit, il lui en faut toujours plus. Depuis janvier, EADS est devenu Airbus Group dans le cadre d'une vaste réorganisation visant à atteindre ces 10%.

L'année 2013 a été l'année de tous les records : plus de 1500 commandes d'avions, 625 avions livrés, un carnet de commande qui totalise 5559 avions, soit huit années de production, et Ariane 6 va être lancée, avec des dizaines de satellites à mettre en orbite...

Malgré ces résultats, les dirigeants du groupe viennent d'annoncer 5 800 suppressions d'emplois sur trois ans, essentiellement dans la nouvelle division du groupe ADS (Airbus Défense & Space) qui regroupe Cassidian (l'avion de combat Eurofighter), Astrium (la fusée Ariane) et Airbus Military (l'A400M). Pas un pays dans lequel est présent le groupe n'est épargné : 2440 suppressions d'emplois en Allemagne, 560 en Espagne, 660 en Angleterre, 1440 en France, principalement chez Astrium et Cassidian. Les sites touchés sont Toulouse (396), Saint-Médard-en-Jalles (213), Elancourt (411), Les Mureaux (309). 400 intérimaires n'ont pas vu leur contrat renouvelé.

## Un plan social qui ne dit pas son nom...

Il s'en déroule un autre plan « social », et c'est au bureau d'étude d'Airbus à Toulouse que cela se passe. Pour atteindre ces 10% de rentabilité, les dirigeants du groupe ont décidé de ne plus lancer aucun programme avant 2025 voire 2030. Il n'y aura plus aucun avant-projet, plus de recherche et de développement. Résultat, c'est environ 1 000 emplois d'ingénieur par an qui vont disparaître jusqu'en 2016, en totalité dans la sous-traitance. Plusieurs dizaines d'ingénieurs ont déjà été « remerciés » trois jours avant Noël, alors que certains d'entre eux étaient parmi nous depuis 10 ou 15 ans. Eh oui Airbus sous-traite aussi les licenciements.

Pour sortir du silence, quelques-uns essaient de s'organiser pour faire connaître ce qu'il se passe. Avec le syndicat CGT d'Airbus, ils ont créé une coordination des syndicats des sociétés d'ingénierie et de service. Une diffusion de tracts massive a été organisée au principal point d'entrée de la boîte. Mais les conditions de la lutte ne sont pas faciles, plusieurs sociétés d'ingénierie avec plusieurs niveaux de sous-traitance, tout cela dans le silence assourdissant des syndicats majoritaires. Chez Astrium Toulouse, 1100 salariés réunis en AG à l'appel de l'intersyndicale ont voté vendredi pour une manifestation devant

le siège d'Airbus Group à Blagnac, afin d'exiger le retrait du plan de suppressions d'emplois. Au fait, dans le conseil d'administration d'Airbus Group, outre des gens qui ont eu affaire avec la justice pour délit d'initiés, on retrouve Jean-Claude Trichet, ex-directeur de la Banque centrale européenne, et M. Mittal. Si si, celui des hauts fourneaux...

**Correspondant**



PHOTOGRAPHE ROUGE / THOMAS MITCH

## LA REDOUTE (59) Tous ensemble pour faire céder le milliardaire Pinault !

Depuis cet automne, les salariéEs de la Redoute multiplient les débrayages, journées de grève et manifestations pour lutter contre le plan de licenciement qui prévoit la suppression de près de 1200 emplois sur les deux sites de Roubaix et Wattrelos (sur 2500 salariéEs que compte l'entreprise).

Vendredi 24 janvier, une centaine de salariéEs de la Redoute sont allés distribuer des tracts devant le Grand Stade de Lille, à l'occasion du match de foot entre Lille et Rennes. François Pinault est à la fois propriétaire de l'équipe de Rennes et de la Redoute.

Mardi 28, une manifestation à Lille rassemblait 700 personnes, dont 500 de la Redoute. Les salariéEs de la Redoute, les syndicats de l'entreprise, prévoient dans l'avenir d'autres manifestations et journées de mobilisations, surprises ou non.



DR

## Un combat difficile

Une grosse minorité du personnel participe à la résistance. Dans son intervention en fin de la manifestation, le porte-parole de la CGT rappelait les revendications : aucun licenciement contraint ; en cas de licenciement, une indemnité de 100 000 euros ; en cas d'externalisation de salariés vers une entreprise sous-traitante (ce qui équivaut à un licenciement), une indemnité de 100 000 euros également. Les salariéEs réclament aussi qu'un fonds de réserve soit bloqué pour verser une indemnité de 100 000 euros à tout salarié licencié dans les années à venir. Ce plan de licenciement est une véritable catastrophe pour la population des villes environnantes, Roubaix étant déjà classé comme la ville la plus pauvre de France. Les jeunes, les chômeurs, les précaires vont avoir encore plus de difficultés à trouver un travail si tout n'est pas fait pour faire plier le milliardaire Pinault et ses acolytes.

Le porte-parole de la CGT disait dans son intervention qu'il fallait que les salariéEs de la Redoute sortent de l'entreprise pour s'adresser aux autres salariéEs et à la population. Une idée qui fait son chemin, et c'est dans cette voie qu'une victoire est possible.

**Marc Dubrui**

## FRALIB (13)

### Rencontres européennes de « l'économie des travailleurs »

Dans l'usine occupée Fralib à Gémenos, se sont tenues les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février, des rencontres sur un thème trop peu abordé en France : la récupération des entreprises, l'autogestion et le contrôle ouvrier. C'était une première ici, mais qui s'inscrit dans la continuité de rencontres internationales organisées depuis 2007 en Amérique latine.

Plusieurs tables rondes ont permis la présentation de différentes expériences concrètes de récupération d'entreprises, de travaux d'universitaires engagés, de réseaux militants, de syndicats (Solidaires, CNT et CGT de l'État espagnol...) venus d'Europe et d'Amérique latine.

Les situations sont extrêmement diverses selon les pays et les entreprises. En Argentine, la récupération d'entreprises de tous types est un phénomène massif, plus de 400 entreprises récupérées entre 2004 et 2006. La remise en marche par les salariéEs est une réponse d'autodéfense dans des entreprises capitalistes fermées, en faillite ou abandonnées. Au Venezuela, les salariéEs répondent à la « grève » des patrons et dirigeants en reprenant la production eux-mêmes sous leur contrôle et dans un rapport conflictuel avec le gouvernement qui officiellement soutient cette démarche mais cherche à la contrôler.

## « Produire sans patrons »

Partout la crise capitaliste et les politiques d'austérité ont reposé le problème de « produire sans patrons ». C'est ce dont ont témoigné les militantEs venus aussi du Brésil, du Mexique, de Grèce, de l'État espagnol, d'Italie... et de France.

La récupération est toujours un combat long et difficile. La forme coopérative, sur laquelle elle débouche le plus souvent, n'implique pas l'autogestion, mais l'autogestion est toujours un laboratoire social : elle pose la question de l'organisation du travail, de la démocratie, de la production elle-même, elle a un effet qui dépasse l'entreprise concernée et s'étend aux producteurs fournisseurs, aux habitantEs du quartier... Après l'annulation à trois reprises du PSE et l'annulation des licenciements, les Fralib préparent le redémarrage en coopérative ouvrière d'une production utilisant des produits locaux, bio, en revenant à l'utilisation de produits naturels. Ils se battent contre Unilever qui refuse de céder la marque Éléphant, et appellent à boycotter les produits du groupe.

Les Fralib doivent être soutenus largement. Leur projet de reprise autogérée de l'usine illustre concrètement une phrase prononcée par le camarade de Vio Me de Thessalonique : « Ceux dont on pense qu'ils ne peuvent rien faire sont ceux qui peuvent tout faire ! »

**Christine Poupin**

retransmis sur Internet, a donné lieu à des visionnages collectifs dans un certain nombre d'unions locales des organisations syndicales participantes. Notons par ailleurs la remarquable mobilisation des travailleurs sans papiers pour ce meeting.

## Un appel à faire vivre

Pour les organisations syndicales, le but de cette journée était de lancer la contre-offensive contre les tentatives de l'extrême droite de trouver un ancrage dans le monde du travail et dans les classes populaires, cherchant à y recruter un électeurat en surfant sur les déceptions et frustrations engendrées par les politiques austéritaires présentées comme « sans alternative ». Plusieurs événements ont alerté les syndicalistes. Ainsi, les sondages « sortie des urnes », effectués lors des élections présidentielles, indiquent depuis plusieurs années la persistance

d'un vote FN parmi les personnes se déclarant « proches d'une organisation syndicale » (à des degrés divers, allant d'un faible taux pour Solidaires et la FSU jusqu'à un degré nettement plus élevé pour FO et la CFTC).

Les débats ont apporté de nombreux éclaircissements sur des situations locales relatées par des militantEs. Ainsi, de Lyon, il a été rapporté que cette ville est devenue un vrai « laboratoire » pour plusieurs courants d'extrême droite, dont des groupes violents. Par ailleurs, la « Journée de retrait de l'école » lancée par l'entourage de l'antisémite Alain Soral, dont il a également été question à plusieurs reprises, a été un plein succès dans certaines localités de la banlieue lyonnaise.

Les luttes syndicales et progressistes doivent montrer l'existence d'alternatives au discours de l'extrême droite, qui avance sur le terrain de la misère sociale et de la précarisation du travail

et des vies. Plusieurs intervenantEs ont aussi souligné la nécessité de ne pas cesser de discuter avec les collègues de travail, pour ne pas laisser prospérer les idées d'exclusion, de racisme et de repli sur soi, de ne jamais laisser de tels « arguments » sans réponse. De nouvelles initiatives sont d'ores et déjà programmées : à Forbach, il y aura une manifestation de la gauche et des syndicats contre le candidat FN Philippot ; à Toulon, une contre-manifestation antifasciste a empêché la tenue d'un « apéro saucisson-pinard »... Les militantEs du NPA doivent s'emparer de l'appel des organisations syndicales lancé suite à cette journée pour le faire vivre et le décliner par des initiatives concrètes, dans leurs syndicats et leurs unions locales, afin que celui-ci ne reste pas qu'une bonne déclaration d'intention. Une affaire à suivre très sérieusement !

**CorrespondantEs**





## Les comités en action!

Beauvais (60). Olivier Besancenot en soutien Jeudi 30 janvier, 75 participantEs était présent au meeting pour soutenir notre liste «Beauvais, notre ville vaut plus que leurs profits!» : des colistiers, des militants beauvaisiens que nous croisons dans la lutte, des militants cherchant le débat, des citoyens souhaitant rencontrer Olivier...



Nous avons présenté en introduction le sens de notre liste : contre l'UMP et les cadeaux au patronat (Veolia, Vinci, Hammerson...), contre l'extrême droite, contre le soutien de la politique de Hollande par la liste «utile pour Beauvais» (qui ne cite nulle part son lien avec le PS), ses 200 emplois avenir précaires pour les rythmes scolaires, pour une opposition claire au PS.

Olivier a développé nos positions concernant la construction d'une opposition de gauche dans les urnes comme dans la rue... Face à la droite et à l'extrême droite, contre la politique gouvernementale qui «prend aux pauvres pour donner aux riches», le NPA met dans le débat la construction d'un «week-end de révolte de gauche».

Le débat riche (deuxième tour, battre la droite?, le PS, mobilisations sociales, extrême droite, militantisme, avoir des élus à tout prix?... ) a été suivi d'un verre de l'amitié. Des contacts ont été pris pour finaliser notre liste, et pour rejoindre notre parti.

### La brochure

#### Élections municipales 2014, des listes anticapitalistes

est disponible



#### Vous pouvez vous la procurer :

– Au près des militantEs du NPA et à la **librairie La Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à : **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### La revue

#### Le Drapeau Rouge

est disponible



#### Vous pouvez la commander

en envoyant un chèque de 12 euros à l'ordre de **RadAR, boîte postale 8, 93100 Montreuil.**

## Conseil politique national

# Résistances et enjeux électoraux

La première réunion du CPN de 2014 s'est tenue le week-end dernier dans un contexte délétaire. L'offensive menée contre les travailleurs et les classes populaires par le gouvernement, au nom du pacte PS-Medef, laisse le terrain à une offensive idéologique et politique de tout ce que la société compte de réactionnaires qui occupent la rue. Et le mouvement ouvrier reste dans l'expectative, sans réel ressort.

Deux points principaux étaient à l'ordre du jour : la situation politique, avec le rôle du NPA dans les mobilisations et les résistances, et la préparation des échéances électorales, tant municipales qu'européennes. La discussion sur la situation politique s'est principalement centrée sur notre intervention, en particulier au sein des organisations syndicales, pour le retrait du «Pacte de responsabilité». Cela signifie mener la bataille contre le dialogue social et la participation des organisations syndicales à la conférence sociale qui doit le mettre en œuvre, en engageant une large campagne de dénonciation du plan gouvernement-Medef, en travaillant à ce que le rejet du plan et du dialogue social s'exprime le plus largement possible au sein des organisations syndicales, en aidant à la fédération de ces oppositions syndicales. Cette préoccupation doit s'accompagner d'une bataille politique pour ne pas laisser les forces réactionnaires occuper le terrain, exercer leur pression qui vise à étouffer les luttes ouvrières et populaires. Nous voulons mettre à l'ordre du jour la perspective d'une grande manifestation nationale, un week-end de la révolte contre le gouvernement, le pacte PS-Medef, et contre la droite et l'extrême droite. Il faut qu'une réelle opposition à la gauche du gouvernement s'exprime dans la rue. Nous voulons dans ce but nous adresser à l'ensemble des travailleurs, à toutes les organisations, en particulier au Front de gauche, à ses composantes. Il n'est plus possible d'hésiter, on ne peut composer, le pacte de responsabilité ne se négocie pas, il se combat. Des discussions ont lieu au sein du CPN, en particulier avec les camarades du courant

Anticapitalisme et révolution qui ont défendu leur propre résolution politique sur la façon dont se formule et se mène cette politique, mais un large accord se dégage sur l'objectif.

#### Une centaine de listes aux municipales

La discussion sur la préparation des différentes échéances électorales s'est inscrite dans ce cadre. Nous préparons une centaine de listes pour les municipales, listes NPA, listes unitaires avec des sections du Parti de gauche, voire du Front de gauche, des listes d'opposition

au gouvernement. La diversité des accords a été l'objet de critiques, des camarades pensant que cette diversité nuit à la lisibilité de notre politique d'opposition. À propos des échéances des élections européennes, un large accord s'est exprimé sur la nécessité de rassembler nos forces pour nous donner les moyens financiers d'être présents dans cette bataille. Une motion sur ce point a été adoptée à une très large majorité (cf. ci-dessous).

Une motion prenant position contre la participation du NPA à un projet de manifestation le 15 mars pour

l'abrogation de la loi de 2004 «sur les signes religieux dans les écoles publiques» a été mise en minorité de quelques voix.

Dans le cadre de ce CPN, a aussi eu lieu une discussion sur la *Galaxie Dieudonné*, introduite par Michel Briganti, co-auteur du livre, un débat riche sur la lutte contre l'imposture du prétendu humoriste, militant antisémite d'extrême droite.

En conclusion, un CPN de travail à travers lequel se sont dégagées des convergences, tout en poursuivant le débat...

**Yvan Lemaître**

## Motion élections européennes et campagne financière (Extraits)

Nous sommes aujourd'hui à un moment charnière qui implique un choix. Le bilan de la première phase de la campagne financière est positif mais inférieur à ce qui serait nécessaire. Nous avons rassemblé un tiers de l'objectif, un cinquième concernant le nombre de donateurs.

Rappelons-nous, nous sommes dans la même situation qu'au début de l'année 2012 lorsqu'il s'était agi de débloquer les fonds nécessaires à la campagne pour les parrainages afin que Philippe Poutou puisse être candidat à l'élection présidentielle. Nous avions alors pris la bonne décision et nous avions réussi.

Le défi que nous avons à relever est, d'une certaine façon, du même ordre. Bien

sûr, collecter des euros pour que nous puissions présenter des listes aux européennes n'est pas la même chose que partir à la recherche de parrainages de maires, mais cela demande la même conviction politique et aussi un effort militant de même ampleur. Un effort bien plus enthousiasmant puisqu'il s'agit là d'aller au-devant de nos proches, de nos camarades de travail pour partager nos idées, nos objectifs, donner envie d'être solidaires de notre combat, de l'aider voire d'y prendre sa place. Le CPN pense que, cette fois aussi, il est possible de relever le défi pour les européennes de 2014. Le CPN décide d'aller jusqu'au bout de la bataille que nous avons, ensemble, engagée. **Nous maintenons l'objectif d'être présents dans**

#### les sept circonscriptions de la métropole.

Nous déciderons le moment venu du nombre exact de circonscriptions et des modalités de notre campagne (profession de foi ou non) selon les moyens financiers que nous aurons obtenus en sachant qu'il est nécessaire d'être dans 5 circonscriptions pour avoir droit aux émissions radio et télé officielles. [...] Cela signifie engager une véritable campagne politique contre l'Europe de la BCE et du TSCG, contre l'Europe de l'austérité, pour une Europe des travailleurs et des peuples et pour cela mobiliser tout le parti.

**Le week-end des 15 et 16 février sera un premier moment fort de cette campagne où chaque comité devra prendre au moins une initiative publique.**

Nous avons bien conscience du contexte difficile. Mais les tensions et contradictions sociales et politiques à l'œuvre ouvrent de nouvelles possibilités pour les anticapitalistes à condition que nous osions disputer le terrain aux forces institutionnelles pour nous affirmer comme une force qui comptera pour l'avenir. Cette force, ce sont nos idées, la colère et les révoltes qui traversent le monde du travail et la jeunesse. C'est notre volonté de combattre les idées de la droite, et du FN (annoncé dans les sondages comme arrivant premier aux élections européennes), notre détermination à vouloir préparer l'affrontement avec ce gouvernement. Donnons-nous les moyens de les exprimer, de les faire entendre.

## Les Nôtres

# Miguel Romero, « el Moro » (1945-2014)

Du combat contre le franquisme à la IV<sup>e</sup> Internationale, il restera pour nous une référence militante

Pour nous militants de la IV<sup>e</sup> Internationale de ces quarante dernières années, Moro – le Maure – a été une référence militante. Il a été un des fondateurs de la Ligue communiste révolutionnaire, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1970. Il avait participé dès la fin des années 1960 aux organisations du mouvement étudiant de Madrid, notamment le FLP (Front de libération populaire) contre la dictature franquiste.

Le Moro était un de ces jeunes étudiants produit de la radicalisation de la jeunesse des années 1960, qui liaient leur engagement contre le franquisme aux montées révolutionnaires de l'époque, de Mai 68 à la lutte de libération du peuple vietnamien et au printemps de Prague. C'était profondément un internationaliste.



Mai 68, l'intervention de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) et les premières années de la Ligue communiste en France vont le conduire à travailler avec la IV<sup>e</sup> internationale. Il aura été le principal dirigeant de la LCR en Espagne durant toutes ces années de clandestinité et lors de la transition post-franquiste. Il a été ensuite, à contre-courant du désenchantement des lendemains de la fin de la dictature franquiste, un des animateurs de la LCR, mais,

au-delà de la gauche révolutionnaire de l'État espagnol, le Moro a aussi été un des principaux animateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe, ainsi qu'en Amérique latine où il a participé à une série de débats stratégiques de la révolution latino-américaine, notamment en Amérique centrale. Il a aussi, entre autres avec Daniel Bensaïd, à qui l'unissait une vraie complicité politique et une profonde amitié, contribué à la construction des sections de l'Internationale, en Bolivie, au Mexique et au Brésil...

Il a ensuite choisi de poursuivre son engagement politique en créant la revue *Viento Sur*, une revue de référence tant par sa qualité que par son ouverture intellectuelle et politique. Il l'aura dirigée et animée jusqu'à la fin de sa vie, malgré un cancer qui le déchirait et ses forces qui s'épuisaient.

Avec la création d'Izquierda anticapitalista est apparue une organisation révolutionnaire qui faisait siens les combats qu'il n'avait cessé de partager et il lui a apporté tout le soutien dont il se sentait capable.

Moro a été pour notre génération un exemple de ce que signifie l'engagement politique. De la clandestinité à la construction quotidienne d'organisations révolutionnaires, il était toujours présent. Loin de tout dogmatisme et sectarisme, il cherchait dans toutes les expériences révolutionnaires ce qui pouvait changer les choses, ce qui pouvait conduire à faire de la politique concrète. Mais, c'était surtout un exemple dans les relations militantes : un profond respect des individus, la recherche de ce qui unissait plutôt que ce qui divisait, et une profonde sympathie. **Paco Robs et François Sabado**

Expositions

# Raw Vision: «Un phénomène humain naturel»

Avec près de 400 œuvres de «singuliers de l'art» du monde entier, sélection à voir (absolument) avant le 22 août, la Halle Saint-Pierre fête à Paris les 25 ans de la revue Raw Vision, qui a contribué à la reconnaissance de ce pan des arts visuels.

«25 ans d'art brut», annonce l'affiche de l'exposition. On y verra pourtant certaines œuvres dont les créateurs sont disparus depuis plus que cela, Aloïse (1886-1964), Darger (1892-1973), Madge Gill (1882-1961), Kennedy (1825-1899), Lesage (1876-1954), etc. Quoique déjà connus, Raw Vision n'a cessé de s'y intéresser, tout en faisant découvrir des centaines d'artistes contemporains qui leur sont comparables à un titre ou un autre. Lequel? L'«art brut», ou «outsider», ou populaire, ou naïf, ou

«intuitif»? Autant de dénominations fragiles et controversées, soit récemment soit depuis des lustres. Alors vaut-il mieux appeler ces créateurs des irréguliers, des marginaux, des francs-tireurs, des autodidactes, voire des fous, comme il était d'usage jadis? Se contenter de dire qu'ils ne sont «pas dans les clous» ne règle pas tout, puisque certains s'y trouvent aujourd'hui, par le biais du marché de l'art en particulier.

«La fin d'un mythe?»

On ne se plaindra pas de l'extraordinaire diversité d'expressions offerte



illustrées. Là-bas, selon John Maizels, créateur et principal animateur de cette revue, «collectionner de l'art brut peut conférer prestige et influence», attitude qu'il relie à un patriotisme friand d'art populaire, mais dont il n'ignore pas non plus les conséquences marchandes. Section de l'American Folk Art Fair devenue indépendante en 1993, l'Outsider Art Fair de New York (20 \$ l'entrée) réunit désormais tous les ans les principaux marchands du secteur... et a choisi cet automne, pour «sa première exportation à l'étranger», Paris, ou plutôt un hôtel proche des Champs-Élysées. «Art outsider, la fin d'un mythe?», s'interroge dans le catalogue Laurent Danchin, grand spécialiste du sujet et correspondant de Raw Vision pour la France. Depuis que ces expressions artistiques inclassables ont commencé à intéresser les investisseurs et que le commerce en est devenu mondial, l'art «hors normes», selon son expression, ne va-t-il pas disparaître en rentrant précisément dans les normes, celles de l'art contemporain et de son marché? «Si vous êtes convaincu que l'expression compulsive et intuitive est un phénomène humain naturel, vous savez qu'il ne s'arrêtera jamais», observe J. Maizels, donnant là son sens le meilleur à cette exposition.

Gilles Bounoure

«Raw Vision. 25 ans d'art brut», jusqu'au 22 août 2014, Halle Saint-Pierre, 2 rue Ronsard, Paris 18<sup>e</sup>.

COMMANDEZ TOUS  
VOS LIVRES À LA  
**librairie**  
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

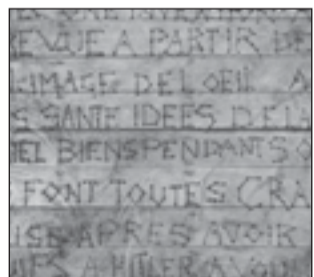
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

# Brut, vous avez dit brut? Comme c'est étrange...

Raw vision, Outsider art fair, dans les galeries du monde entier et les plus belles adresses spécialisées: l'art brut... Et même au Centre hospitalier Saint-Anne!

Le concept d'art brut imaginé par Jean Dubuffet désigne les productions spontanées – peintures, sculptures, autres... – sans normes esthétiques, de non-professionnels, malades psychiatriques, prisonniers, enfants. Ce qui signifie entre autres que l'on ne peut pas s'autodésigner comme artiste d'art brut.



Le plancher de Jeannot. DR

Le centre d'études de l'expression de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne réunit ces œuvres dans leur contexte d'origine et les sort avec bonheur des circuits marchands. La collection d'Alain Bourdonnais, galeriste initié à l'art brut par Dubuffet, est maintenant visible dans le musée de la Fabuloserie à Dicy (89), où est aussi exposé l'extraordinaire Manège de Petit Pierre. Loin des lieux marchands, sans rien enlever à tout l'intérêt de Raw Vision qu'elle peut compléter, cette exposition permet de se

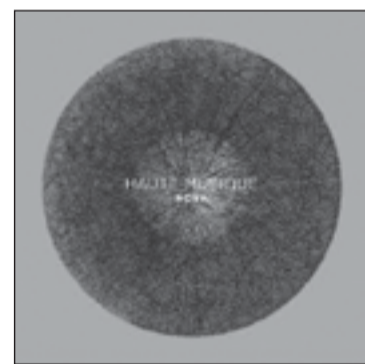
rapprocher de l'immense émotion que procurent ces œuvres qui trahissent mieux que des paroles les obsessions et les douleurs de leurs auteurs. Hors les murs de l'hôpital mais le longeant, rue Cabanis, est exposée une des plus stupéfiantes œuvres d'art brut. Elle fait malheureusement la pub d'un mécène, encore une récupération géniale mettant en évidence les lacunes de la politique culturelle publique. Il s'agit du *Plancher de Jeannot*<sup>1</sup>. Jeannot était un jeune homme très fragile et perturbé vivant complètement isolé dans une ferme du Béarn après avoir combattu en Algérie. Après avoir perdu violemment ses parents, il s'enferma dans sa folie et grava sur trois grands panneaux de plancher ses hallucinations, dont le thème central est «c'est la religion qui a fait tous ces crimes». Il se laissa mourir de faim à 33 ans. Comme on dit dans les guides, «ça vaut le voyage»...

Catherine Segala

1 – Article sur le Plancher de Jeannot: <http://paris4philo.over-blog.org/article-11272373.html>

«Un autre regard. L'art hors les normes d'Alain Bourdonnais dans les murs de la collection Sainte-Anne», jusqu'au 16 février, Centre hospitalier Sainte-Anne, rue Cabanis, Paris 14<sup>e</sup>.

Musique



«Haute Musique»,  
Nova records, coffret 10 CD,  
50 euros.

Radio Nova sort régulièrement des coffrets un peu prestigieux, bien emballés et achalandés. Il s'y retrouve d'habitude tout ce qui a fait la renommée de la station de la «sono mondiale». Une fois n'est pas coutume, la sélection emprunte d'étonnants chemins de traverse, une sorte d'école buissonnière musicale. Ici le patrimonial, les classiques, les valeurs sûres cèdent la place devant les raretés du moment, les perles de l'instant, les artistes de l'actualité. De même, la soul, le jazz, le reggae s'éclipsent devant une dominante pop, folk, rock ou électro. Ces CD ne sont donc pas fait pour agrémenter une soirée où, personne ne veut se lever de table pour changer le fond sonore. Nous sommes invités à découvrir la stratosphère des productions contemporaines, avec des musiciens qui portent des noms de cyclones ou de nuages, à revenir à l'essentiel: écouter d'abord un titre pour lui-même et non pour celui ou celle qui le porte. Parce que la musique mérite un horizon plus large que les murs des petites forteresses stylistiques où chacun se blottit à l'abri de la crise de l'industrie du disque.  
**King Martov**

# Pete Seeger ne protestera plus

Disparu le 27 janvier à l'âge de 94 ans, Pete Seeger a traversé le siècle un banjo à la main, recueillant, popularisant, adaptant parfois, les chansons populaires et le folklore étatsunien. Auteur lui-même de très nombreuses chansons, il connaîtra une carrière qui alternera censure et succès populaires.

Le 20 janvier 2009, lors de la première investiture de Barack Obama comme président des États-Unis, quelques musiciens montent sur scène pour interpréter *This land is your land* chanson que son auteur, Woody Guthrie, rêvait de voir remplacer l'hymne national. Un chant généreux qui parle du peuple, débarrassé de toute référence à la religion, et tellement moins crétin que *God bless America*... Au côté de Bruce Springsteen, Pete Seeger prend ce jour-là une revanche, dérisoire mais ô combien symbolique, en interprétant devant le Capitole la chanson de son ami de lutte et de scène. Au début des années 50, avec son groupe The Weavers, il connaît un succès important. C'est à cette époque qu'il compose le titre: *The Hammer Song*, chanson qui donnera en français «Si j'avais un marteau». En écoutant la version de Claude François, on a du mal à en entendre les aspirations prolétariennes, mais Seeger mettra presque sept ans pour pouvoir l'enregistrer tant les paroles sont jugées subversives. Si on tend l'oreille, lorsque Seeger la chante, on croit comprendre que s'il avait un marteau, il lui faudrait une faucille...



Syndicaliste, communiste,  
écologiste

Membre du Parti communiste jusqu'en 1956, il se retrouve sur la liste noire de Joseph McCarthy. En 1957, victime des lois anticommunistes, il est condamné à un an de prison. Il échappera finalement en appel à cette peine. Proche du mouvement syndical, surtout après sa rencontre avec Woody Guthrie au début des années 40, il aborde par ce biais la question raciale rêvant d'une «réconciliation» entre noirs et blancs au nom de leur même appartenance au monde des travailleurs. Il créera même un groupe «mixte», chose particulièrement rare à l'époque. Au cours des décennies suivantes, Seeger sera de tous

les combats, pour les droits civiques (sa chanson *We shall overcome* est composée à cette époque et deviendra une sorte d'hymne de ce mouvement), contre la guerre au Vietnam... Plus tard, ce seront les combats écologiques et en particulier contre la pollution de l'Hudson River par les industriels. Avec son physique de bûcheron qui n'aurait jamais eu de muscles, son banjo qu'il quitte rarement, son entêtement à ne jamais brancher son instrument sur le secteur (il est sûrement mort sans avoir pardonné à Dylan d'avoir électrifié un jour sa musique), sa fidélité aux valeurs du mouvement ouvrier, c'est un peu plus qu'une voix de la musique folk qui vient de s'éteindre.  
**Pierre Baton**



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# “ En Argentine, la gauche anticapitaliste et socialiste commence à se profiler comme une alternative réelle ”



**Entretien.** Christian Castillo est membre de la direction du Parti des travailleurs socialistes d'Argentine (PTS). Lors des élections d'octobre 2013, il a fait partie de ces camarades éluEs sur les listes du Front de Gauche et des Travailleurs (FIT) sur lesquelles se sont portées 1,2 million de suffrages (entre 5 et 6 % des voix), du jamais vu en Argentine. Venu en Europe le mois dernier, avant l'ouverture de la session parlementaire, Castillo s'est rendu à Londres, Berlin, Barcelone et Madrid, Athènes (à l'invitation d'Antarsya), Toulouse et Paris. Après une rencontre de la revue Contretemps et du mensuel Ideas de Izquierda, a eu lieu une réunion organisée par le NPA à laquelle ont assisté une centaine de militantEs et de sympathisantEs. L'occasion de revenir avec lui sur certains aspects de la situation argentine et sur les leçons que l'extrême gauche internationale peut tirer du FIT.

**Au beau milieu des vacances d'été dans l'hémisphère Sud, le gouvernement vient d'annoncer la dévaluation du peso, sur fond d'inflation. Jusqu'à il y a peu pourtant, l'Argentine faisait figure de « pays émergent » ayant définitivement tourné la page de la crise de 2001...**

On voyait déjà ce tournant à l'horizon. En deux ans, les réserves en dollars de la Banque centrale sont passées de 50 à 29 milliards de dollars, l'inflation s'élève à 28%, le tout sur fond de décélération économique. Tout au long de la campagne, le camp de la présidente Kirchner, qui traverse une crise de succession, a répété qu'il n'y aurait pas de dévaluation. C'est pour cela aussi qu'un des axes du FIT a été de dire que les classes populaires devaient se préparer à un tournant austéritaire, et que pour cela il fallait voter et s'organiser. Nos pronostics sont confirmés par l'offensive de ces derniers jours, qui combine dévaluation et inflation, et qui entame directement le salaire des travailleurs.

**On a l'impression, en Europe du moins, que l'extrême gauche n'est pas en mesure de capitaliser électoralement en période de crise. Comment expliques-tu le résultat du FIT ?** Il y a un mécontentement social vis-à-vis du gouvernement. Le kirchnérisme, au pouvoir depuis 2003, avait fait 54% aux présidentielles de 2011 et n'a récolté que 33% des voix en octobre. Entretemps, il y a eu la grève générale du 20 novembre 2012. Le FIT, lui, a doublé son score sur la même période. On a donc obtenu plusieurs députés dans différentes provinces (j'ai été élu sur

celle de Buenos Aires, la plus peuplée du pays), ainsi que trois élus au Parlement. À cela, il faut ajouter le profil d'indépendance de classe qu'a défendu l'extrême gauche au fil des dernières années et le choix, dans le cas du PTS notamment, d'intervenir de façon privilégiée, mais non exclusive, en direction du mouvement ouvrier. L'intervention résolue dans différents phénomènes de la lutte des classes, la présence dans les entreprises et la délimitation claire vis-à-vis des différents secteurs capitalistes, voilà ce qui nous a permis de capitaliser le mécontentement qui existe chez les travailleurs et la jeunesse.

**Dans quelle mesure votre campagne a-t-elle été conduite sur un terrain de classe ?**

Ces dernières années, on voyait que, dans les entreprises, les travailleurs votaient aux élections syndicales pour nos camarades et contre la bureaucratie syndicale, mais sans faire le pas, politiquement, de nous appuyer. Aujourd'hui, on est passés à un déploiement politique supérieur, avec des usines, en banlieue nord de Buenos Aires par exemple, où 20 à 40% des salariés ont voté pour le FIT et où des dizaines de travailleurs, qui militent avec nous syndicalement, ont participé activement à la campagne. C'est les premières confirmations d'une reprise du militantisme politique au sein du salariat. En Argentine, la gauche anticapitaliste et socialiste commence à se profiler comme une alternative réelle, non seulement dans les luttes (Zanon, Kraft, chez les cheminots, pour ne prendre que quelques exemples), mais également au niveau politique.

**Il existe en Europe un débat au sujet du programme des anticapitalistes, son adaptation ou non à ce qui serait la phase actuelle. Quelle a été l'orientation du FIT ?**

Je ne vais pas énumérer les 27 points du programme. Disons qu'il consiste en une combinaison de revendications immédiates, sociales et démocratiques, et de revendications transitoires, liées à la perspective stratégique d'un gouvernement des travailleurs. C'est ce qu'on tracté à des centaines de milliers d'exemplaires. C'est également ce qui a été porté dans les spots télé, avec deux idées phares : d'une part que faire élire des députés du FIT, c'est pour renforcer les luttes, pour éviter le malentendu selon lequel il suffirait d'avoir des élus pour résoudre les problèmes ; de l'autre, que dans un pays où le péronisme a eu un poids décisif dans le mouvement ouvrier, notre orientation est celle d'une alternative politique du monde du travail.

**Certains disent que le FIT devrait « s'élargir »...**

Le FIT regroupe fondamentalement trois courants qui se réclament du trotskysme : le PTS, le Parti ouvrier (PO) et Gauche socialiste (IS). Ceux qui souhaitent que le FIT « s'ouvre » ont souvent eu dans le passé une orientation assez ambiguë de soutien de gauche au gouvernement et ne partagent ni le programme du FIT ni son orientation d'indépendance de classe. Pour que la crise du kirchnérisme ne soit pas canalisée par la droite, qui a réussi à capté la majorité des voix de l'opposition en octobre, mon parti, le PTS, estime qu'il est essentiel d'ouvrir la discussion sur la

construction d'un parti révolutionnaire unifié du monde du travail. Un simple front électoral peut être un outil très important pour l'agitation politique, mais insuffisant pour disputer le pouvoir aux capitalistes.

**Et quelles répercussions pour l'extrême gauche, ailleurs dans le monde ?**

Après la crise de 2001, l'extrême gauche argentine est intervenue sur plusieurs terrains : celui des travailleurs au chômage, pour le PO notamment, et celui des entreprises « récupérées », avec Zanon comme exemple, pour le PTS. Les résultats du FIT montrent qu'il est faux de penser que pour obtenir l'appui de franges importantes du monde du travail et de la jeunesse, il faut s'adapter aux programmes réformistes de gestion du capitalisme que défendent Syriza ou le Front de gauche. Ils montrent à l'inverse qu'il est possible d'avancer sur la base d'une orientation posant clairement l'indépendance politique des travailleurs et un programme anticapitaliste pour faire face à la crise. Dans ce cadre, avec les fermetures d'usines que l'on connaît, défendre la perspective de l'occupation, de la mise en production sous contrôle des travailleurs et de la nationalisation sous contrôle ouvrier (un des slogans de Zanon dont le combat dure depuis 13 ans), eh bien je crois que ça pourrait avoir une vertu pédagogique et politique, que l'extrême gauche en Europe pourrait porter. Je crois aussi que les résultats du FIT, les défis que l'on pourrait relever, pourraient être l'occasion de poser la question, à échelle mondiale, de la reconstruction d'une internationale révolutionnaire du monde du travail.

**Propos recueillis par Virginia de la Siega et Laura Varlet**

## Vu ailleurs

**le Parisien** SANS CDI PAS DE LOGEMENT. Même

lorsque l'on travaille, on a aujourd'hui bien du mal à se loger. C'est ce que pointe ce matin le rapport de la Fondation Abbé Pierre. Clara, 21 ans, témoigne. Fraîchement débarquée sans diplôme de l'est de la France, Clara trouve immédiatement un emploi comme caissière, il y a deux ans. « Mais c'était un CDD renouvelable, payé le smic », tandis que CDI, garants solides et hauts salaires sont réclamés dans une ville où un petit studio se loue en moyenne 700 euros. Clara enchaîne alors les sous-locations de courte durée en banlieue parisienne. « C'était moins cher qu'à Paris mais rarement déclaré. On m'a une fois demandé du jour au lendemain de quitter la chambre pour le salon avant de me dire de partir », raconte la grande brune au regard sombre. Ses missions d'intérim comme vendeuse, standardiste ou caissière lui permettent de compter au maximum sur 700 euros chaque mois, « j'ai souvent dû choisir entre payer le loyer ou les courses » [...]

À des centaines de kilomètres, depuis La Rochelle, Marie-Catherine, 24 ans, raconte le même chemin chaotique vers le logement et l'emploi. Un CDD de cuisinière en poche et un studio repéré à proximité, elle se satisfait « d'être indépendante et responsable ». « Mais le propriétaire me demandait un garant, ma mère n'avait pas de CDI, alors j'ai dû demander à mon patron. » Lorsque son contrat s'achève, les relations professionnelles se gâtent.

« Mon patron ne voulait plus être garant et le propriétaire m'a demandé de quitter le studio à la fin du bail. » De coups de fil en visites d'appartements, Marie-Catherine se heurte toujours au même écueil : « Sans CDI, impossible d'obtenir un logement. » « Je trouve ça décourageant car ma priorité sur mon budget, c'est mon loyer », soutient-elle avec force. C'est sur un site d'annonces qu'elle dénicher ce qui apparaît comme un pis-aller : un garage à sous-louer pour 550 euros par mois. « J'ai trouvé ça cher mais c'était près de mon travail à l'époque », explique-t-elle.

« J'ai souvent dû choisir entre payer le loyer ou les courses », Flora Genoux, le Parisien du vendredi 31 janvier 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

**Par prélèvement automatique.** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<b>Tarif standard</b>	<b>Jeunes/chômeurs/précaires</b>
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

<b>FRANCE ET DOM-TOM</b>			
<b>Tarif standard</b>	<b>Jeunes/chômeurs/précaires</b>		
Hebdo	6 mois	1 an	6 mois
	28 €	56 €	20 €
Mensuel	6 mois	1 an	6 mois
	22 €	44 €	20 €
Hebdo + Mensuel	6 mois	1 an	6 mois
	50 €	100 €	38 €
			1 an
			76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org